

*Histoire et Philatélie*

# *L'Argentine*



# Introduction



Avec ses 2 767 000 km<sup>2</sup>, l'Argentine occupe la deuxième place de l'Amérique du Sud en superficie, après le Brésil.

Long de 3 700 km et large de 1 400 km, il longe à l'ouest le Chili, et à l'est, allant du nord au sud, la Bolivie, le Paraguay, le Brésil et l'Uruguay.

La langue nationale est l'espagnol, et la capitale est Buenos Aires, située à l'estuaire du Río de la Plata.

Le pays comporte quatre parties très différentes :

- Au centre, la plaine fertile de la pampa.
- Au sud, la Patagonie, une zone de plateaux, froide et sèche.
- Au nord, la zone aride et parfois désertique du Gran Chaco.
- À l'ouest, la haute montagne de la cordillère des Andes, qui forme la frontière avec le Chili.

L'Argentine est une république qui compte actuellement environ 45 millions d'habitants.



2010, n<sup>os</sup> 2835/2836  
Drapeau et armoiries de l'Argentine

# I. La période coloniale (1516-1810)

Le territoire de l'actuelle Argentine était peuplé depuis la préhistoire par d'innombrables tribus, les unes sédentaires, les autres nomades. Il y par exemple les Guaranís, installés dans le nord-ouest, et les Mapuches, en Patagonie. Les Espagnols ne sont jamais parvenus à soumettre entièrement les peuplades amérindiennes qui occupaient le territoire. Pendant longtemps, il se sont bornés à construire des noyaux le long du *Camino Real*, la route qui servait à drainer les richesses du Pérou vers le Río de la Plata.

Le premier Espagnol à y avoir débarqué est Juan Díaz de Solís, en 1516. C'est lui qui nomme le fleuve qu'il remonte *Río de la Plata*, mais il y laissera la vie.



Uruguay, 2003, n° 2071  
Juan Díaz de Solís



1991, n° 1756  
La flottille de Juan Díaz de Solís

Le suivant est l'Italien Sebastiano Caboto, qui, entre 1526 et 1530, au service de l'Espagne, explore longuement les rives du Río de la Plata.



Uruguay, 2003, n° 2072  
Sebastiano Caboto

Puis vient Pedro de Mendoza, qui établit en 1536 un campement qu'il nomme "*el Real y Puerto de Santa María del Buen Ayre*". Les Espagnols ne parviennent pas à s'y maintenir, et dès 1541, le campement est abandonné. Une partie des colons était déjà remontée en 1537 vers le nord, et avait fondé, avec plus de succès, Asunción, actuellement la capitale du Paraguay.

Progressivement, de nouveaux morceaux de territoire sont explorés, et des nouveaux campements sont installés, qui deviendront plus tard les noyaux des villes. Il y a par exemple Jujuy fondé en 1561, abandonné et reconstruit en 1593, San Juan fondé en 1562 par Juan Jufre, San Miguel de Tucumán fondé en 1565 par Diego de Villaroel et Córdoba, fondé en 1573 par Jerónimo Luis de Cabrera.



1961, n° 647  
Première (1561) et deuxième (1593) fondation de Jujuy



1993, n° 1814



1962, n° 659  
Fondation de San Juan  
(1562). Juan Jufre



1965, n° 716  
Fondation de San Miguel  
de Tucumán (1565)



1973, n° 947  
Fondation de Córdoba  
(1573)

Une grande partie des connaissances de cette époque provient des écrits d'Ulrico Schmidl, un lansquenet allemand au service de l'Espagne. Il a fait partie de l'expédition qui a fondé Buenos Aires en 1536 et Ascunción en 1537. Il est resté vingt ans en Argentine, et il a rédigé une chronique de ses souvenirs en 1567, sous le nom de "*Voyage au Río de la Plata*".



1969, n° 833  
Deux illustrations de la chronique d'Ulrico Schmidl



1989, n° 1694

Après que le campement de Buenos Aires, établi en 1536, avait été abandonné et détruit, il faut attendre l'année 1580 pour voir Juan de Garay s'y implanter de nouveau, et fonder à nouveau la colonie de *la Santísima Trinidad y Puerto de Santa María del Buen Ayre*, qui deviendra définitivement la ville de Buenos Aires.



Espagne, 1962, n°s 1127 & 1131  
Juan de Garay



Espagne, 1980, n° 2225  
Juan de Garay et la fondation de Buenos Aires en 1580





*Espagne, 1980, carte maximum avec le timbre n° 2225  
Fondation de Buenos Aires en 1580 par Juan de Garay*

Là où les Espagnols parviennent à s'installer, ils mettent rapidement les indigènes à leur service. La vie économique se base sur le système que l'on retrouve dans toute l'Amérique espagnole : "l'*encomienda*", où les chefs militaires rémunèrent leurs bons soldats en leur octroyant des terres et un groupe d'indigènes, qu'ils ont le devoir d'évangéliser et de protéger, mais qui doivent en échange travailler pour eux. Cela ouvre les portes à d'incroyables excès, et les indigènes ne sont en fait rien de plus que des esclaves. Les abus vont encore s'accroître avec l'arrivée d'esclaves noirs venus d'Afrique.

Afin de protéger les Indiens contre les abus des colons espagnols, les jésuites s'installent en Argentine vers la fin du XVI<sup>e</sup> siècle, et y installent des "réductions" : ce sont des villages traditionnels, surtout en territoire guaraní, où les jésuites emploient les indigènes comme main d'oeuvre gratuite, mais leur accordent en même temps leur protection contre les abus des colons. Les Indiens, même s'ils doivent accepter d'être évangélisés, peuvent y garder leur mode traditionnel de vie.



*1978, n°s 1135 & 1150  
Ruines d'une mission des jésuites*

Dès le début, les nouveaux territoires de l'Argentine actuelle sont inclus dans la vice-royauté du Pérou. Mais, devant la menace de plus en plus précise des Portugais venant du Brésil, le roi Charles III crée en 1776 une entité à part, la vice-royauté du Río de la Plata, qui va fonctionner jusqu'à la guerre d'indépendance du début du XIX<sup>e</sup> siècle.



*Espagne, 1978, n° 2142  
Le roi Charles III*

Il est étonnant que, contrairement à d'autres pays, comme le Pérou, la Colombie et le Venezuela, l'Argentine n'ait pratiquement pas émis de timbres-poste pour illustrer aussi bien la période pré-colombienne que la période coloniale espagnole. C'est comme si l'histoire du pays débutait en 1810.

## II. La guerre d'indépendance (1810-1818)

Ce sont les événements en Europe, avec les guerres napoléoniennes, qui vont déclencher les affrontements dans la vice-royauté du Río de la Plata. Dans le conflit qui oppose la France de l'empereur Napoléon I<sup>er</sup> à l'Angleterre, l'Espagne est officiellement l'alliée de l'Empire français contre l'Angleterre.

L'Angleterre y voit une excellente occasion de s'attaquer aux possessions espagnoles de l'Amérique du Sud, en premier lieu pour y trouver d'importants avantages commerciaux.

Les Anglais s'emparent de Buenos Aires en 1806, mais en sont chassés par Jacques de Liniers, un Français au service de l'Espagne. Les Anglais parviennent alors en 1807 à conquérir Montevideo, mais échouent une nouvelle fois devant Buenos Aires. Après quelques mois, ils sont obligés de capituler, et tout le territoire du Río de la Plata redevient espagnol.



1957, n° 576



2007, n° 2675

*150<sup>e</sup> et 200<sup>e</sup> anniversaire de la défense de Buenos Aires contre les forces anglaises*

Ce sont cependant les événements d'Espagne qui mettent le feu aux poudres. En mars 1808, Charles IV doit abdiquer en faveur de son fils, Ferdinand VII. Profitant de la confusion, l'empereur Napoléon démet aussi bien le père que le fils et offre le trône d'Espagne à son frère Joseph.



*Espagne, 1978, n° 2143  
Charles IV*



*Espagne, 1978, n° 2144  
Ferdinand VII*

Le chaos en Espagne et la faiblesse du royaume espagnol suscitent l'effervescence à Buenos Aires. Les créoles - les personnes de race blanche nées en Amérique du Sud - se rendent compte que la récente défaite anglaise n'a pas été forcée par les troupes espagnoles, mais par les milices locales de volontaires créoles. Dans la participation active à la défense et à la reconquête et dans l'évidence de l'incapacité de la métropole espagnole à défendre ses colonies se trouvent les germes de la guerre d'indépendance, qui allait éclater trois ans plus tard.

À cela s'ajoute un problème économique : l'Espagne interdisait à ses possessions américaines de commercer avec d'autres pays. Ce monopole espagnol - seul fournisseur et seul acheteur - freinait fortement le développement économique local et suscitait un mécontentement général.

Mais dès le début, il y a de fortes dissensions entre les mécontents : il y a les “*criollos*” ou créoles, gens de race blanche et de souche européenne, mais nés en Amérique, et les “*péninsulaires*”, Espagnols nés en Europe. Ces derniers jouissent de la nette préférence de la part des autorités espagnoles.

En 1807, Jacques de Liniers, auréolé de sa victoire sur les Anglais, est nommé vice-roi du Río de la Plata. Il a la faveur des créoles, mais pas des péninsulaires, et une première guerre civile éclate, remportée par les créoles.

Pour mettre fin à l’agitation, l’Espagne remplace Jacques de Liniers en 1809 par Baltasar Hidalgo de Cisneros, un vétéran de la bataille navale de Trafalgar.

Mais entre 1808 et 1814, c’est l’anarchie complète et le chaos en Espagne : partant du Portugal, un corps expéditionnaire anglais, commandé par Wellington, harcèle les troupes françaises, qui doivent partout battre en retraite. Dans les villes que les troupes françaises ont abandonnées, des juntas de commandement sont instaurées, coordonnées par une junta centrale, favorable à Ferdinand VII.

Mais cette junta centrale, installée à Séville, est dissoute début 1810, après le sursaut français et l’invasion de la ville par les troupes napoléoniennes.

Le vice-roi Cisneros, conscient de l’impuissance de la métropole, doit faire face à l’activité de plus en plus fébrile de sociétés plus ou moins secrètes, animées par des créoles comme Manuel Belgrano, Juan José Castelli, Juan José Paso et Mariano Moreno, et par des militaires, comme Cornelio Saavedra et Antonio Beruti. Tous sont nettement convaincus que le moment est propice pour renverser l’autorité espagnole.

C’est à Buenos Aires, en Argentine, que l’insurrection contre la mère-patrie espagnole commence, en mai 1810 .

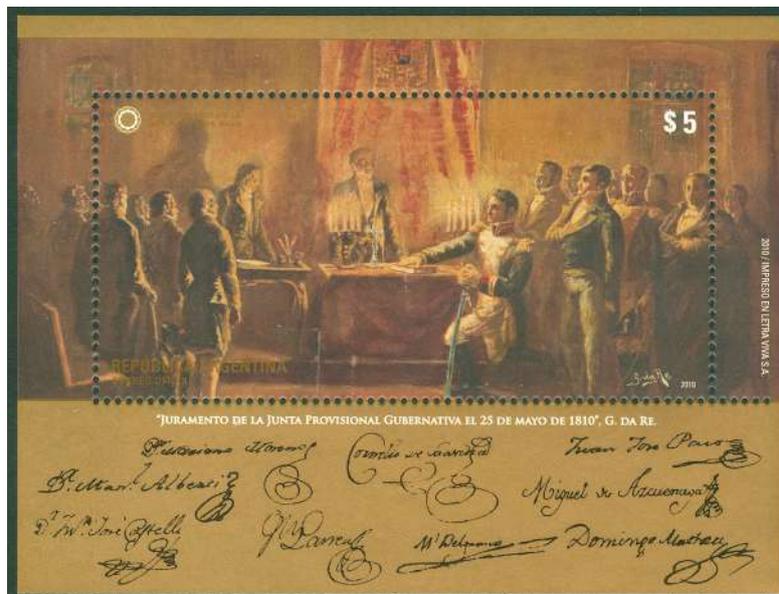


*Uruguay, 1910, n°s 181/182*

*100<sup>e</sup> anniversaire du premier mouvement sud-américain d’émancipation, à Buenos Aires en mai 1810*

Cisneros, impuissant et lié par sa fidélité au roi d’Espagne Ferdinand VII, est obligé, à son grand regret, d’accepter sous la pression du peuple un “*cabildo abierto*”, c’est-à-dire une assemblée ouverte à tous les notables. Le “*cabildo abierto*” est programmé pour le 22 mai, mais dès le 21 mai, une foule armée, menée par Domingo French et Antonio Beruti, se tient prête à intervenir.

Le “*cabildo abierto*” vote la destitution de Cisneros et s’adjuge l’autorité du pays jusqu’à la désignation d’une junta de gouvernement.



2010, bloc 119

150<sup>e</sup> anniversaire de la première junte argentine, à Buenos Aires en mai 1810

Les chefs créoles, en premier lieu Saavedra et Castelli, se montrent d'abord très conciliants envers Cisneros, mais celui-ci, sous la menace d'une intervention armée des milices de French et Beruti, est finalement acculé à une démission définitive et en juin, il est embarqué de force vers les îles Canaries.



1941, n° 416

Domingo French et Antonio Beruti

Trois grandes séries ont été émises pour commémorer les événements de mai 1810, la première en 1910, pour le centenaire, la deuxième en 1960, pour le 150<sup>e</sup> anniversaire et la troisième en 2010, pour le bicentenaire.

La série de 1910 représente les principaux protagonistes et les grands moments de mai 1810, celle de 1960 les neuf membres de la junte du 25 mai 1810, tandis que celle de 2010 montre les étapes importantes de l'histoire argentine depuis 1810 jusque maintenant.

Timbres de la série de 1910 :



149

Juan Hipólito Vieytes  
& Nicolás Rodríguez Peña



150

Réunion chez Peña



151

Miguel de Azcuénaga  
& Manuel Alberti



154  
*French et Beruti distribuant les laissez-passer pour le cabildo*



153  
*Cornelio Saavedra*



156  
*Domingo Matheu & Juan José Castelli*



157  
*Ouverture du cabildo*



159  
*La journée du 25 mai 1810*



158  
*Manuel Belgrano & Juan Larrea*



160  
*Mariano Moreno & Juan José Paso*



161  
*Le serment de la junte*

*Timbres de la série de 1960 :*



*Cornelio Saavedra*



*Juan José Paso*



*Manuel Alberti & Miguel de Azcuénaga*



*Juan Larrea & Domingo Matheu*



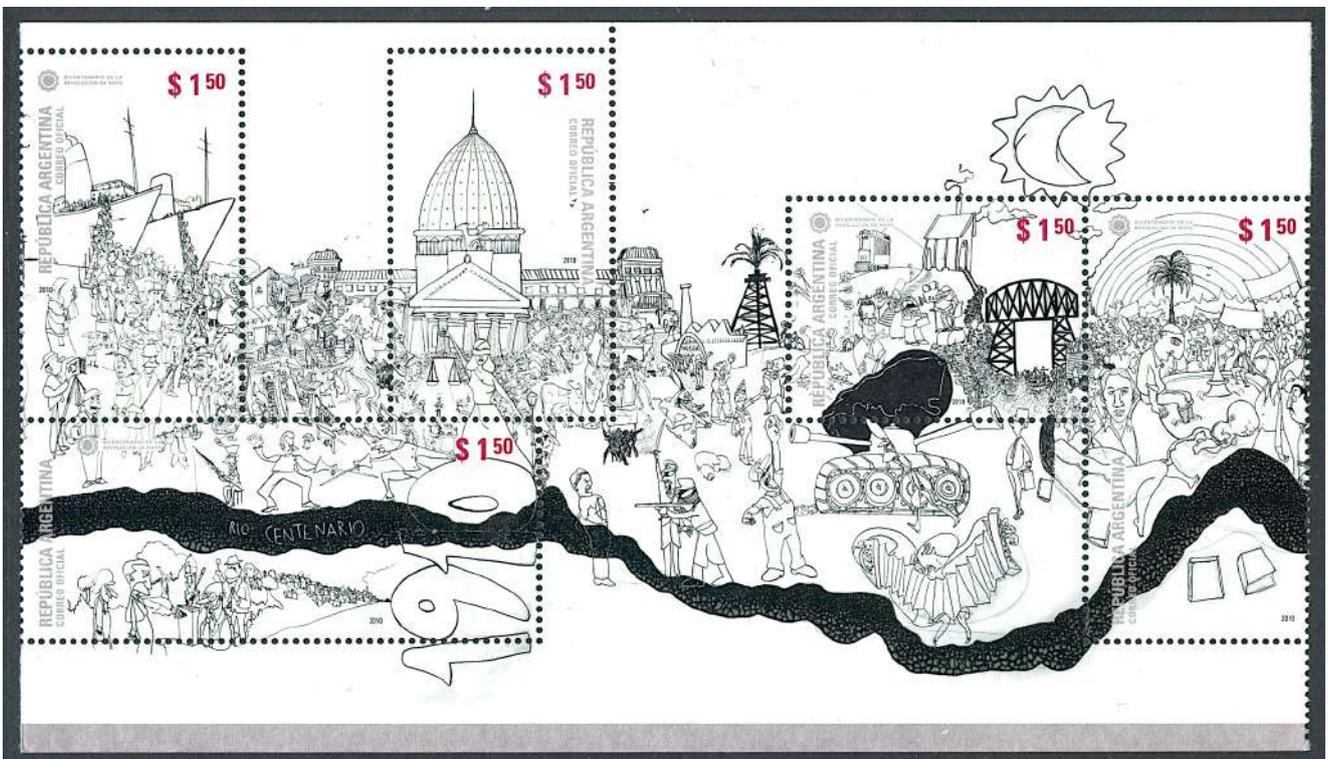
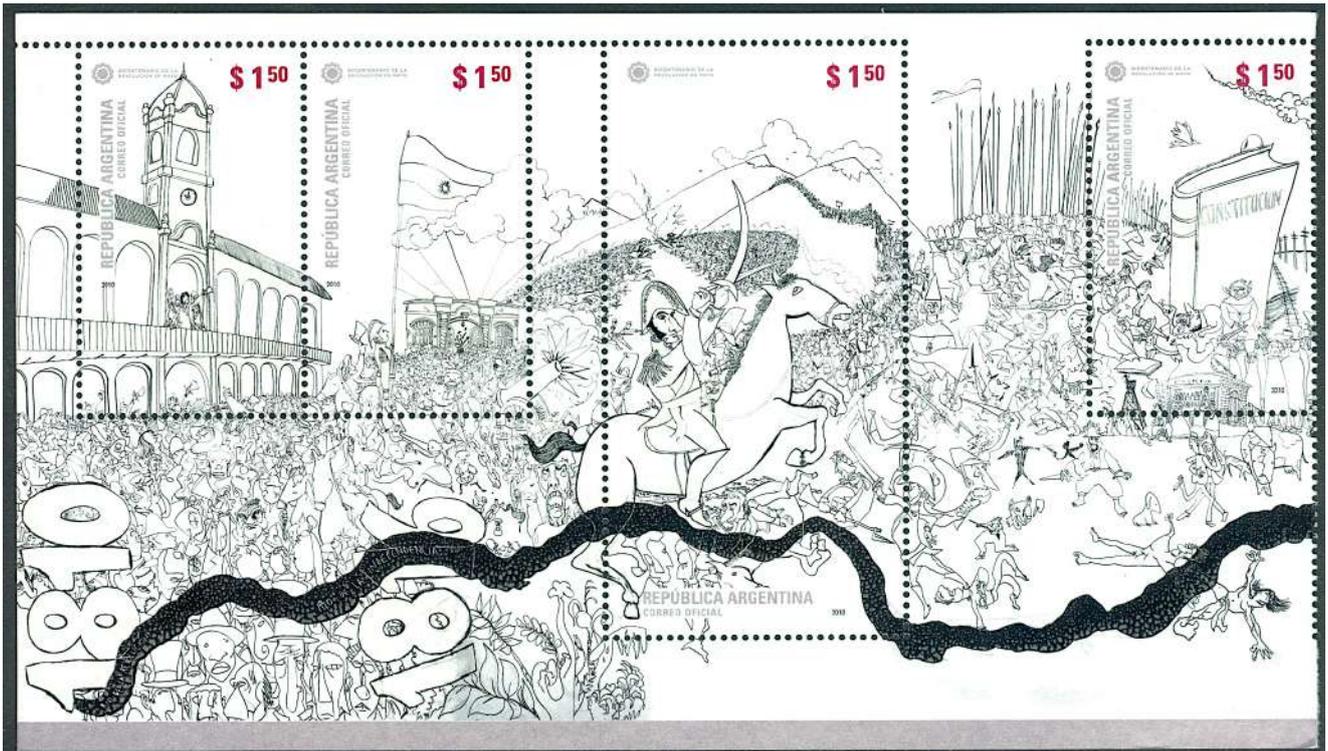
*Mariano Moreno*

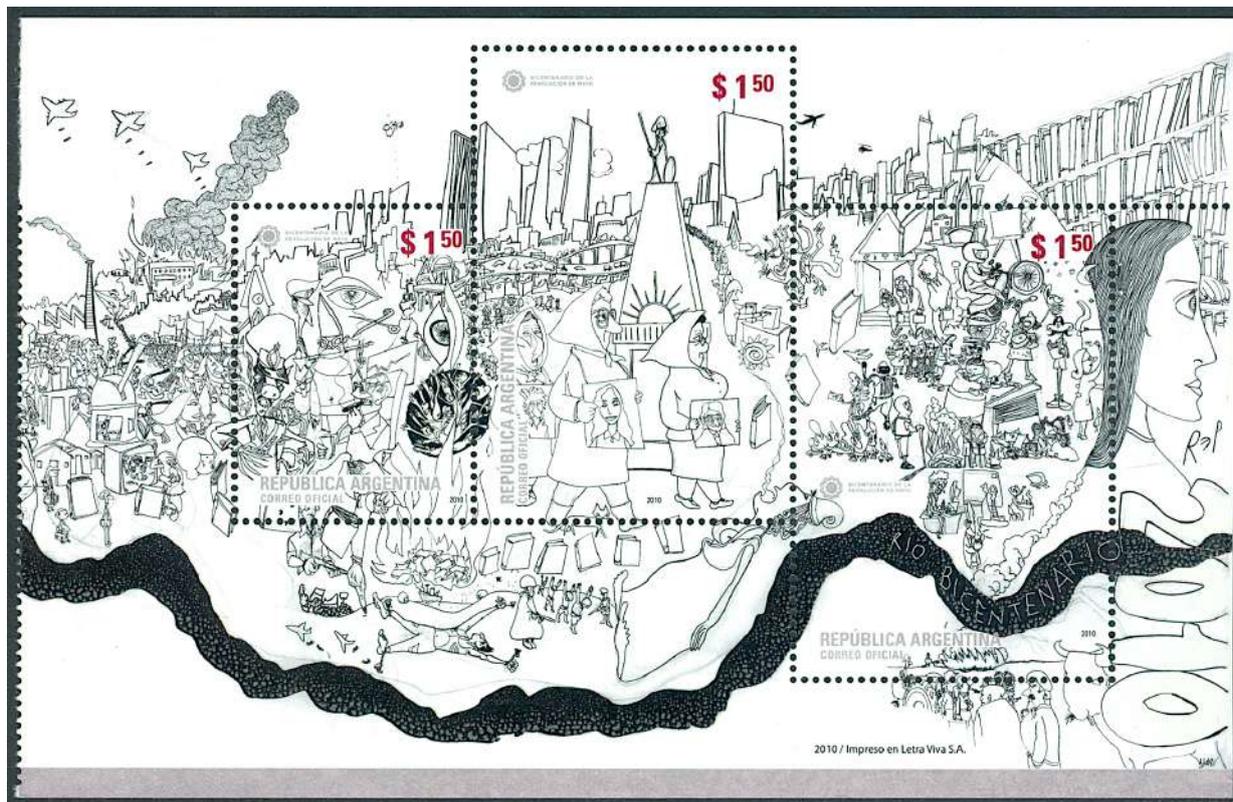


*Manuel Belgrano & Juan José Castelli*

*1960, n°s 619/622 & P.A. n°s 67/68  
Les neuf membres de la première junte du 25 mai 1810*

Timbres de la série de 2010 :





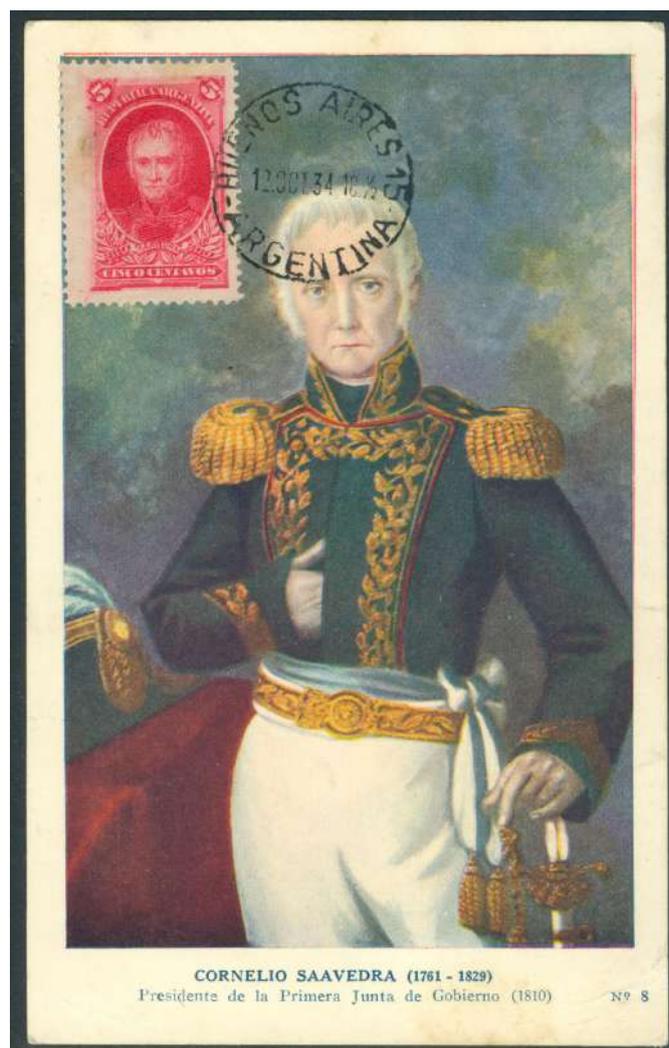
2010, n°s 2841/2852

Plusieurs des acteurs principaux de ces journées historiques de mai 1810 ont été honorés par de nombreux timbres-poste.

Il faut d'abord citer Cornelio Saavedra. Président de la première junta instaurée le 25 mai 1810, il se heurte dès le début à Mariano Moreno. Saavedra est plutôt modéré et conciliant, tandis que Moreno est d'une intransigeance totale envers les opposants. Par analogie à la Révolution française, on a comparé les partisans de Saavedra aux girondins, ceux de Moreno aux jacobins.



1873, n° 23  
Cornelio Saavedra



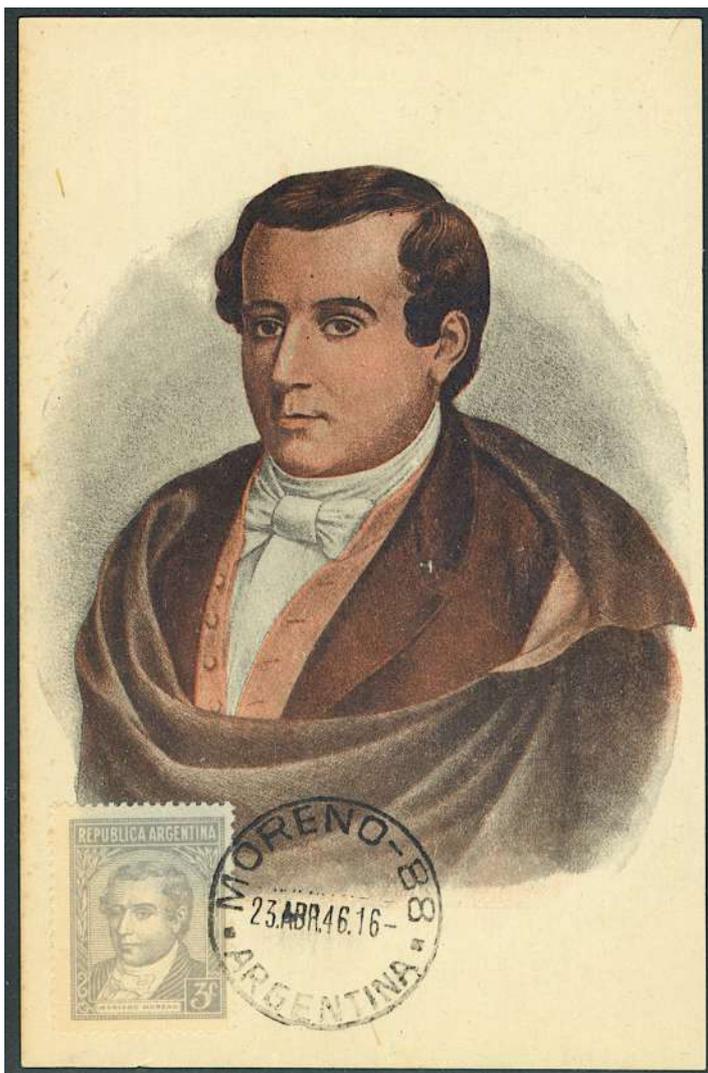
1934, carte maximum avec le timbre n° 153  
Cornelio Saavedra

Gregorio Funes est un prêtre qui participe activement aux événements de 1810 et 1811. Modéré et partisan de Saavedra, il est mis à l'écart en 1811, mais il va encore jouer un rôle important dans l'élaboration des constitutions de 1819 et 1826.



1890, n° 90, non émis (facsimilé)  
Gregorio Funes

Mariano Moreno est le véritable idéologue de la révolution. Intransigeant et opposé à tout compromis, il est dès le début d'abord l'adversaire, puis l'ennemi de Saavedra. Chargé - pour l'éloigner - d'une mission diplomatique en Grande-Bretagne, il décède en mer pendant la traversée. Il est le fondateur de *La Gazeta de Buenos Ayres*, un hebdomadaire qui paraît depuis le 7 juin 1810 et où Moreno expose ses idées.



1948, carte maximum avec le timbre n° 392  
Mariano Moreno



2010, n° 2854  
"La Gazeta de Buenos Ayres",  
l'hebdomadaire fondé par Moreno



1873, n° 17



1888, n° 70



1889, n° 84



1935, n° 368



1946, n° 463



1961, n° 637



1979, n° 1162  
*Mariano Moreno*



2011, n° 2903

Dès le 25 mai, une première junta est constituée, présidée par Cornelio Saavedra. Elle comporte neuf membres, qui sont représentés sur la série commémorative de 1960. Mais les problèmes surgissent dès le départ : outre les fortes dissensions internes entre partisans de Saavedra et de Moreno, la junta n'est pas reconnue par trois territoires de la vice-royauté du Río de la Plata : le Haut-Pérou, qui deviendra la Bolivie, le Paraguay et la Bande orientale, qui deviendra l'Uruguay.

En Argentine même, Jacques de Liniers, l'ancien héros des victoires contre l'Angleterre, reste fidèle à l'Espagne. Il essaie de renverser la junta, mais il est battu et exécuté le 26 août 1810.

Il faudra trois campagnes militaires, entre 1810 et 1812, pour soumettre les provinces qui refusent de reconnaître la junta.

La campagne vers le Haut-Pérou se déroule de 1810 à 1811. Après la victoire de Suipacha le 7 novembre 1810, remportée pour la junta par Antonio González de Balcarce, le Haut-Pérou se soumet en 1811. Juan Martín de Pueyrredón devient en 1811 le chef des armées du Haut-Pérou. Mais le 20 juin 1811, les forces espagnoles remportent une grande victoire et reprennent toute la région.



1873, n° 16  
*Antonio González de Balcarce*



1966, n° 780  
*Juan Martín de Pueyrredón*

Par contre, la campagne du Paraguay, menée par Manuel Belgrano, est un échec total. C'est finalement José Gaspar Rodríguez de Francia, opposé aussi bien aux Espagnols qu'aux Argentins, qui est le vainqueur final, et qui fait proclamer l'indépendance du Paraguay le 14 mai 1811. Malgré cette défaite, Belgrano garde la confiance de la junta, et va remporter dans les années suivantes plusieurs victoires décisives.



1868, n° 19



1878, n° 34



1890, n° 68



1893, n° 99



1935, n° 363



1961, n° 645

*Manuel Belgrano*

La campagne dans la bande orientale va, quant à elle, être plus mouvementée. Montevideo continue de reconnaître le gouvernement de Cadix comme le seul légitime, et devient, après la perte de Buenos Aires, la nouvelle capitale de la vice-royauté du Río de la Plata. Le gouverneur Francisco Javier de Elío y devient le nouveau vice-roi.

Celui-ci déclare en 1811 la guerre à la junte de Buenos Aires, mais une grande partie de la population, menée par José Gervasio Artigas, entre en rébellion et proclame son adhésion à la junte de Buenos Aires. Les royalistes remportent la victoire à la bataille navale de San Nicolás le 2 mars 1811, mais Artigas gagne le 18 mai 1811 la bataille de Las Piedras.



1961, n° 635

*Bataille navale de San Nicolás*



Uruguay, 2011, n° 2468

*Bataille de Las Piedras*

Montevideo reste alors la seule place encore aux mains des Espagnols à l'est du Río de la Plata, et elle est assiégée par Artigas. Mais l'envoi par le Portugal d'un contingent de troupes portugaises oblige Buenos Aires d'abord à accepter un armistice en octobre 1811, ensuite à entamer des négociations, qui aboutissent à un traité le 26 mai 1812, par lequel Montevideo reste espagnole. Seul Artigas continue la lutte, mais il comprend qu'il a été "lâché" par Buenos Aires.



Uruguay, 1950, n° 604

*José Gervasio Artigas*

Mais entretemps, la situation évolue aussi à Buenos Aires. Afin de représenter plus amplement tout le pays, la “Première junte” (celle du 25 mai 1810) accepte l’adjonction de membres envoyés par les provinces. Ainsi naît, le 18 décembre 1810, la “Grande Junte”. Cela ne fait pas l’affaire de Moreno et de ses partisans, qui voient par cet élargissement de la junte leur influence diminuer.

Une véritable épreuve de force a lieu dans la “Grande Junte” en avril 1811, entre les partisans de Moreno, qui avait perdu la vie en mer le mois précédent, et les modérés de Saavedra. Les partisans de Moreno sont finalement exclus de la “Grande Junte”.

Mais la situation se dégrade rapidement. Pour remédier à la situation militaire qui est plus que précaire, Saavedra quitte Buenos Aires et se dirige vers le nord pour réorganiser l’armée.

Sans lui, le chaos s’installe à Buenos Aires, et le 22 septembre 1811, le pouvoir exécutif est donné à un triumvirat. La junte continue d’abord d’exister, mais a perdu tout pouvoir et est finalement dissoute.

Le premier triumvirat a une forte tendance centraliste, et essaie de diriger tout le pays depuis Buenos Aires. Pour atteindre cet objectif, les autorités locales sont supprimées et remplacées par des délégués du triumvirat. Saavedra est mis à l’écart, et le 26 mars 1812, Manuel Belgrano reçoit le commandement de l’armée du Nord. Pour bien montrer son opposition à toute autorité espagnole, Belgrano avait créé le 27 février 1812, à Rosario, un nouveau drapeau, constitué de deux bandes bleu ciel horizontales, séparées par une bande blanche qui présente en son centre un soleil doré.



1962, n° 655



2012, n° 2938

*150<sup>e</sup> et 200<sup>e</sup> anniversaire de la création du drapeau national par Belgrano*

Belgrano commence par se retirer à Jujuy, pour y réorganiser son armée. Il est cependant contraint en juillet 1812 de se replier vers le sud (c’est “l’exode de Jujuy”), mais remporte une belle victoire le 24 septembre à Tucumán.



2012, n°s 2950/2951

*200<sup>e</sup> anniversaire de l’exode de Jujuy et de la victoire de Tucumán*

Cette victoire de Tucumán a cependant des conséquences inattendues : elle a été obtenue contre l’ordre du triumvirat, qui était de continuer le repli. Le premier triumvirat s’en trouve discrédité, et est renversé le 8 octobre 1812, surtout grâce à l’action d’un homme venu en mars 1812 d’Europe, et qui va jouer un rôle majeur dans l’histoire de l’Argentine : José de San Martín.

Début 1813, Belgrano consolide ses positions dans le nord, en remportant la victoire à Salta, le 20 février 1813.



1963, n° 665



2013, n° 2979

150<sup>e</sup> et 200<sup>e</sup> anniversaire de la victoire de Belgrano à la bataille de Salta, le 20 février 1813

Mais en 1813, après quelques défaites, Belgrano doit céder le commandement à San Martín. Il se met au service de celui-ci, mais, bien qu'il joue encore un rôle politique et militaire important, son étoile pâlit. Il est envoyé en Europe en 1814-1815, et il jouera encore un rôle en 1816 lors de la déclaration d'indépendance, mais il mourra un peu oublié le 20 juin 1820.



Mausolée de Belgrano

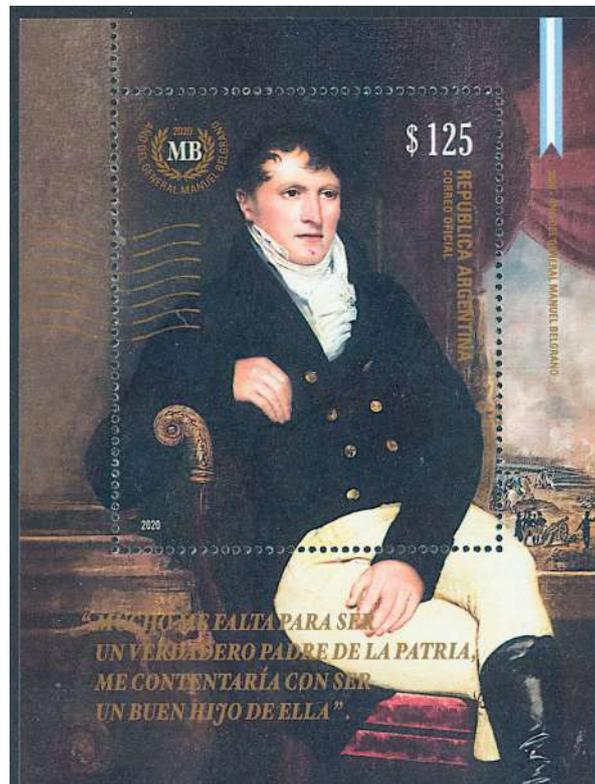


1920, n°s 252/254

La création du drapeau argentin  
100<sup>e</sup> anniversaire de la mort de Belgrano



Manuel Belgrano



2020, bloc 169

200<sup>e</sup> anniversaire de la mort de Manuel Belgrano



1970-1977, n°s 866, 911, 948, 972, 1005/1006, 1022, 1058, 1066, 1073 & 1088



1970, n°s 863



1970, n° 864  
Manuel Belgrano



1984, n° 1440

En 1812, après le départ des forces brésiliennes, Buenos Aires entreprend à son tour le siège de Montevideo, toujours aux mains des Espagnols. Ce sont les premiers faits d'armes de San Martín en Amérique du Sud, et il remporte sa première victoire contre les forces royalistes à San Lorenzo, le 3 février 1813. San Martín a failli y être tué, ce qui aurait changé le cours de l'histoire de l'Amérique du Sud...

Mais les dissensions s'accroissent entre Buenos Aires et Artigas, que l'Argentine considère de plus en plus comme un élément dangereux.



1963, n° 673  
150<sup>e</sup> et 200<sup>e</sup> anniversaire de la victoire de San Lorenzo, le 3 février 1813



Pendant ce temps, à Buenos Aires, le second triumvirat décide de convoquer une assemblée générale, dont le rôle serait de proclamer l'indépendance, de rédiger une constitution, et de définir les structures du nouvel État. Cette assemblée se réunit à partir de fin janvier 1813, mais les dissensions internes sont tellement fortes et les armées espagnoles tellement menaçantes que la majeure partie du programme est ajournée sine die, et le pouvoir exécutif est rendu le 31 janvier à un Directoire, qui remplace le second triumvirat. Le *Director Supremo*, pour éviter toute tendance dictatoriale, est assisté par un Conseil d'État. Le premier *Director Supremo* est Gervasio Antonio de Posadas (1814), le deuxième Carlos María de Alvear (1815).



1963, n° 670



2013, n° 2981

150<sup>e</sup> et 200<sup>e</sup> anniversaire de l'Assemblée de 1813



1873, n° 22

Gervasio Antonio de Posadas



1890, n° 86



1873, n° 21

Carlos María de Alvear

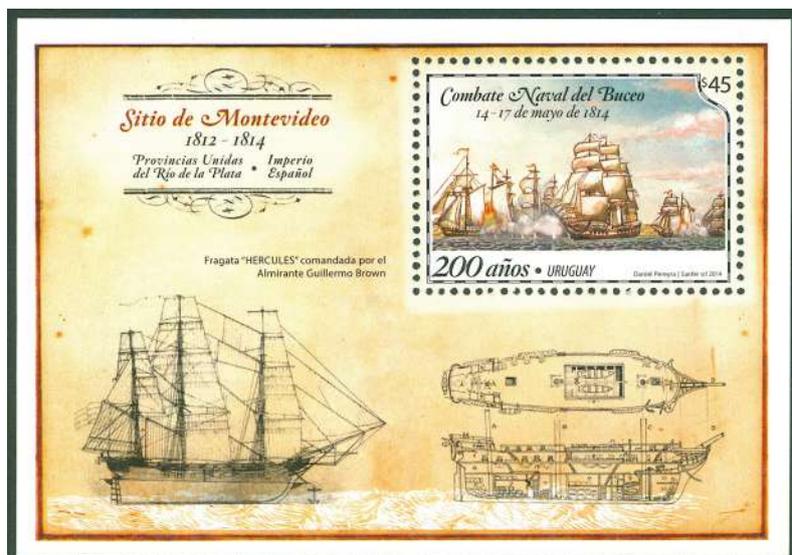


1878, n° 40

L'Assemblée de 1813 porte à son comble le conflit entre Artigas et Buenos Aires : Artigas y plaide la fondation d'une grande fédération du Río de la Plata, où toutes les composantes (Argentine, Bolivie, Paraguay, Uruguay) auraient les mêmes droits et les mêmes prérogatives, tandis que Buenos Aires tient absolument à instaurer un régime de gouvernement unitaire.

En 1814, la situation est plutôt ambiguë : le gouvernement de Buenos Aires et Artigas ont le même ennemi commun, l'Espagne, mais il y a entre eux un conflit qui va évoluer vers une véritable guerre civile.

Cette guerre civile va surtout éclater après la prise de Montevideo par les troupes argentines. L'amiral Guillermo Brown écrase les forces navales espagnoles dans le port de Buceo, près de Montevideo, en mai 1814, ce qui entraîne finalement la reddition de Montevideo, qui ne peut plus être ravitaillée, le 20 juin 1814.



*Uruguay, 2014, bloc 101  
200<sup>e</sup> anniversaire de la bataille navale du port de Buceo*

Débarassée des Espagnols, l'Argentine, dont le gouvernement est "unitariste" se retourne alors contre Artigas, le "fédéraliste", qui est déclaré traître à la patrie et est déchu de tous ses droits et titres.

Artigas crée alors une nouvelle force politique, appelée "l'Union des peuples libres" et il parvient à s'emparer en 1815 de Montevideo, évacuée par les unitaristes de Buenos Aires.

L'amiral Guillermo (William) Brown est en fait un marchand irlandais, installé à Montevideo, et qui fait la navette entre cette ville et Buenos Aires. Les Espagnols ayant coulé son navire, il se met au service de l'Argentine, et est nommé commandant de la flotte, avec le titre d'amiral.

Le 16 mai 1814, il remporte la victoire navale du port de Buceo, ce qui permet enfin la prise de Montevideo par les troupes argentines le 23 juin 1814. Le Río de la Plata est ainsi définitivement débarrassé de la présence espagnole.



*2014, n° 3042  
200<sup>e</sup> anniversaire de la bataille navale du port de Buceo, remportée par l'amiral Brown*



*2007, n° 2646*



*1957, n° 573*



*1957, P.A. n° 43*

*Combats navals mené par l'amiral Brown autour de Montevideo en 1814*



1967/1977, n<sup>os</sup> 783, 921, 954, 1008, 1010, 1030, 1068 & 1085  
L'amiral Guillermo (William) Brown



1891, n<sup>o</sup> 89 (UPU-specimen)



1935, n<sup>o</sup> 367



1939, n<sup>o</sup> 393



1956, n<sup>o</sup> 570



1980, n<sup>o</sup> 1212



1982, n<sup>o</sup> 1298



1983, n<sup>o</sup> 1375



1985, n<sup>o</sup> 1462



1957, n<sup>o</sup> 574



1957, P.A. n<sup>o</sup> 45  
L'amiral Brown



1957, P.A. n<sup>os</sup> 44  
Leonardo Rosales & Tomás Espora,  
les adjoints de l'amiral Brown

Maintenant, l'heure de José de San Martín va sonner. Pendant une dizaine d'années, il sera l'âme de la guerre d'indépendance. L'importance de la place que San Martín occupe dans l'histoire argentine est confirmée par le très grand nombre de séries-fleuves à son effigie, émises pendant tout le 20<sup>e</sup> siècle. Il faut nécessairement se limiter ici à un ou à une paire d'exemplaires de ces séries.



1868, n° 20



1878, n° 39



1888, n° 66



1893, n° 106



1909, n° 138



1909, n° 147



1916, n° 206



1917, n° 224



1918, n° 231



1923, n° 281



1923, n° 292



1924, n° 300



1926, n° 311



1935, n° 366



1939, n° 392



1945, n° 462

*José de San Martín*



1954, n° 546



1961, n° 604B

Car, entretemps, les forces royalistes ne restent pas inactives. Elles menacent les révolutionnaires au Chili et, descendant du Haut-Pérou, ces forces espagnoles avancent vers le sud. Fin 1813, San Martín envoie ses lieutenants Marcos Balcarce et Juan Gregorio de La Heras au Chili pour y soutenir le leader révolutionnaire Bernardo O'Higgins, et en 1814, d'abord Manuel Dorrego, ensuite Martín Miguel de Güemes vers le nord pour y contenir autant que possible l'avancée royaliste.

Malheureusement, en 1815, le général José Rondeau se lance en 1815, malgré les avertissements de Güemes, dans une nouvelle offensive au nord, qui est un échec retentissant, et qui cause la perte définitive pour l'Argentine du Haut-Pérou, qui deviendra la Bolivie.

Ce sera d'ailleurs un des très gros problèmes auxquels San Martín sera sans cesse confronté : la rivalité entre ses généraux, qui faisaient souvent preuve de plus d'énergie à se détruire mutuellement qu'à se liguer pour combattre l'ennemi commun, les armées espagnoles et les royalistes.

Il suffit ici d'en mentionner certains, qui ont quand même reçu l'honneur d'un ou de plusieurs timbres.

- Martín Miguel de Güemes (1785-1821). Excellent militaire, il parvient à contenir en 1814 l'avancée des troupes royalistes dans le nord. En conflit permanent avec Buenos Aires, il se fait nommer gouverneur de la province de Salta contre l'avis des autorités de la capitale.



1935, n° 372



1935, n° 373



1942, n° 423

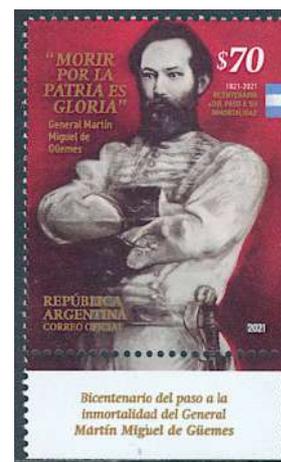


1985, n° 1456



1971, n°s 899/900

*Martín Miguel de Güemes*



2020, n° 3247

- Juan Gregorio de Las Heras (1780-1866). Lieutenant efficace de San Martín, il combat au Chili et fait ensuite partie de l'armée des Andes, participant aux victoires de Chacabuco (1817) et de Maipú (1818). Il est gouverneur de la province de Buenos Aires de 1824 à 1826.



1966, n° 778



1980, n° 1224

*Juan Gregorio de Las Heras*

- José Matías Zapiola (1780-1874). Ami et secrétaire de San Martín, il participe aux victoires de Chacabuco (1817) et de Maipú (1818). Il est un des fondateurs et des organisateurs de la marine militaire argentine.



1980, n° 1226  
José Matías Zapiola

- José Ignacio Álvarez Thomas (1787-1857). Nommé “*Director Supremo*” par intérim, en remplacement de José Rondeau qui était aux armées, il doit déjà démissionner après un an, et ne joue depuis lors plus qu’un rôle mineur.

- Toribio de Luzuriaga (1782-1842). Ami de San Martín, il se bat à ses côtés avant d’être nommé ministre de la guerre en 1815. Il soutient sans réserve San Martín dans la création et l’entraînement de l’armée des Andes.



1987, n° 1603  
José Ignacio Álvarez Thomas



1983, n° 1376  
Toribio de Luzuriaga

- Gregorio Aráoz de Lamadrid (1795-1857). Valeureux et intrépide, il n’a pas raté pendant toute sa vie une seule occasion de participer aux combats. D’une imprudence parfois consternante, il a essuyé plus de revers que remporté de victoires, mais il a toujours été loyal et fidèle au parti unitaire de Buenos Aires.

- Juan Antonio Álvarez de Arenales (1770-1831). Enrôlé dans l’armée des Andes, il joue un rôle actif dans la conquête du Chili, du Pérou et de l’Équateur. Il est nommé gouverneur de Salta en 1824, mais, étant de tendance unitaire, il est évincé en 1827 et condamné à l’exil.



1891, n° 88 (UPU-specimen)  
Gregorio Aráoz de Lamadrid



1981, n° 1255  
Juan Antonio Álvarez de Arenales

Le plus étonnant dans la guerre d'indépendance de l'Argentine est le fait que cette indépendance a été acquise et conservée malgré les interminables conflits entre les différentes factions politiques, allant souvent jusqu'à la guerre civile, et malgré le fait que les hauts officiers employaient souvent toute leur énergie à se combattre mutuellement.

Si le but est finalement atteint, c'est surtout grâce à l'incompétence et la faiblesse des Espagnols, et au génie militaire de José de San Martín.

Du point de vue politique, le "Director Supremo" ad interim, ainsi que la "Junta d'observation", qui contrôle les activités du "Director Supremo" convoque en 1815 une assemblée législative et constituante qui se tiendra à Tucumán. Les séances de cette assemblée commencent le 24 mars 1816, et le premier grand résultat est la proclamation officielle de l'indépendance, sous le nom de "Provinces-Unies du Río de la Plata". C'est le député Francisco Narciso de Laprida qui assume le 9 juillet 1816 la présidence, et à qui incombe l'honneur de lire la déclaration d'indépendance.



1916, n°s 196/200



1986, n° 1541

Francisco Narciso de Laprida



1916, n°s 201/202

100<sup>e</sup> anniversaire de la déclaration d'indépendance, le 9 juillet 1816



2015, n° 3081



2016, n° 3104

200<sup>e</sup> anniversaire de la déclaration d'indépendance, le 9 juillet 1816



2016, n°s 3130/3132



2016, bloc 148

200<sup>e</sup> anniversaire de la déclaration d'indépendance, le 9 juillet 1816

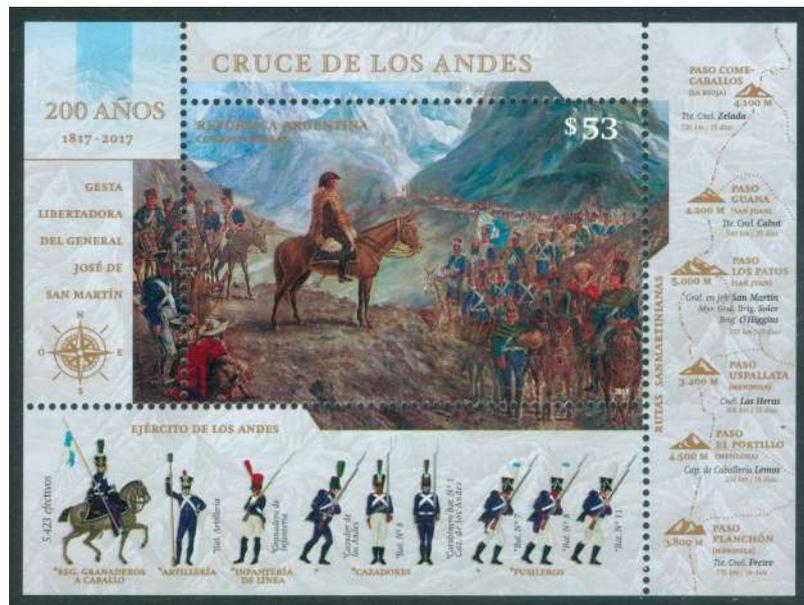
Mais dès les premières séances, l'atmosphère est empoisonnée par les dissensions entre deux blocs : il y a d'une part les unitaristes, qui veulent un pouvoir central très fort, venant de Buenos Aires, et d'autre part les fédéralistes, qui veulent déléguer de grands pouvoirs, allant jusqu'à une large autonomie, aux différentes régions faisant partie de l'ensemble devenu récemment indépendant.

En 1817, devant la menace espagnole qui se précise au nord de Tucumán, l'assemblée se déplace à Buenos Aires et y poursuit ses travaux. De 1816 à 1819, c'est l'unitariste Juan Martín de Pueyrredón qui est le "*Director supremo*" et qui dirige véritablement l'assemblée. Il combat fermement les fédéralistes, dont le chef de file est José Gervasio Artigas. Pendant que le Brésil envahit la "bande orientale", qui deviendra plus tard l'Uruguay, Artigas doit s'enfuir au Paraguay, ne recevant aucune aide des unitaristes de Buenos Aires. Artigas est même déclaré traître et ennemi public, et il est déchu de tous ses droits et titres.

Si l'attitude rigide de l'unitariste Pueyrredón est à la base de la guerre civile qui va déchirer l'Argentine pendant des décennies, il a également un immense mérite : celui d'avoir soutenu sans réserve - hommes, matériel, armement, argent - José de San Martín.

Celui-ci, d'accord avec son ami, le Chilien Bernardo O'Higgins, crée à partir de 1816 *l'armée des Andes*, une force armée destinée à traverser les Andes, pour attaquer les Espagnols là où ils ne s'y attendent pas. Début 1817, la traversée de la cordillère des Andes, réputée impossible, est réalisée par San Martín et son *armée des Andes*.

O'Higgins et San Martín remportent à Chacabuco le 12 février 1817 une victoire importante sur les Espagnols, et le 5 avril 1818, la victoire décisive de Maipú. Ces victoires permettent à O'Higgins de proclamer officiellement l'indépendance du Chili en 1818. Si l'Argentine et le Chili vivent, c'est bien grâce à ces deux "Libertadores".



2017, bloc 159  
Le passage de la cordillère des Andes par l'armée de San Martín



1967, n°s 797/798  
La bataille de Chacabuco (12 février 1817)



1978, n° 1158



1968, n° 816  
La bataille de Maipú. L'accolade entre O'Higgins et San Martín (5 avril 1818)



1979, n° 1159



1955, n° 552



1891, n° 87 (UPU-specimen)



1965, n° 720



1972, n° 915



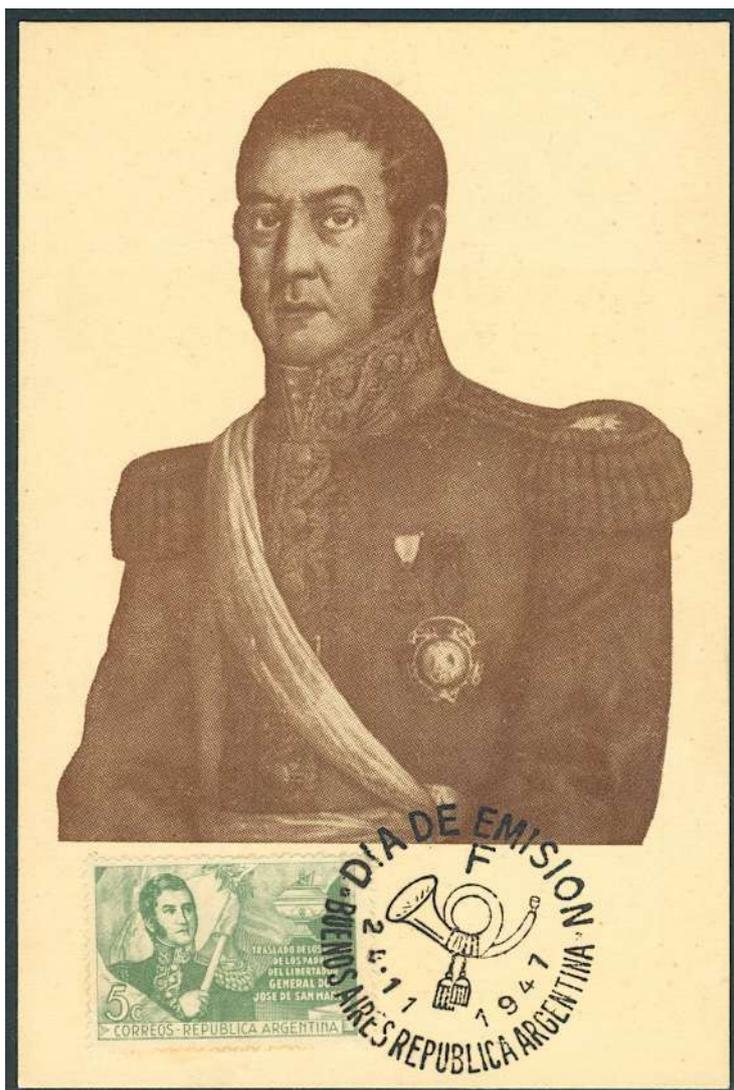
1973, n° 937



1973, n° 953



1975, n° 1024



1947, carte maximum avec le timbre n° 491  
José de San Martín



1947, n° 491



1973, n° 936



1973, n° 949



1961, n° 644



1978, n° 1151



1981, n° 1241



1982, n° 1299



1983, n° 1374



1984, n° 1409



2000, n° 2189



1935, bloc 1  
José de San Martín

L'Argentine et le Chili étant débarrassés des Espagnols, O'Higgins et San Martín décident en 1820 de mettre sur pied une opération conjointe pour libérer le Pérou. San Martín commande les opérations sur terre, tandis que l'amiral Cochrane reçoit le commandement des opérations navales. Après quelques victoires, San Martín proclame le 28 juillet 1821 l'indépendance du Pérou.



1970, P.A. n° 133  
150<sup>e</sup> anniversaire de la flotte libératrice pour le Pérou

Il accorde ensuite en 1822 son soutien à Antonio José de Sucre dans la campagne de celui-ci pour libérer l'Équateur, et Quito est conquise le 25 mai 1822.

Le 26 juillet 1822, San Martín et Simon Bolívar, les deux plus éminents "Libertadores" de l'Amérique du Sud, se rencontrent à Guayaquil et discutent, lors de cette célèbre entrevue, de la façon d'organiser et de gouverner ces immenses territoires libérés.

Peu de temps après, sans donner des raisons valables, San Martín renonce à toutes ses charges militaires et politiques, et laisse à Bolívar le soin de parachever la conquête du Pérou et de la Bolivie.



1980, n° 1236



1983, n° 1372  
Simon Bolívar



1983, n° 1373



1995, n° 1883  
Antonio José de Sucre



1973, n° 945  
L'entrevue de Guayaquil  
entre José de San Martín et Simon Bolívar



1980, n° 1218

*100<sup>e</sup> anniversaire du retour de la dépouille de San Martín en Argentine*

San Martín rentre en Argentine, où sévit une véritable guerre civile entre fédéralistes et unitaristes. À Buenos Aires, les unitaristes qui sont au pouvoir menacent, malgré ses immenses mérites, de le faire passer en jugement, parce qu'il avait refusé d'exécuter l'ordre qu'il avait reçu de réprimer les fédéralistes.

Déçu par cette incroyable ingratitude et dégoûté des basses intrigues politiques, San Martín quitte le pays, s'installe finalement en France, et meurt à Boulogne en 1850. Ses restes ne seront ramenés en Argentine qu'en 1880.



1950, bloc 8

*100<sup>e</sup> anniversaire de la mort de José de San Martín*



*1950, P.A. n° 38  
José de San Martín*



*1973, n° 944*



*1950, n° 505  
San Martín à Boulogne-sur-Mer*

### III. Entre dictature et anarchie (1818-1868)

Pendant que San Martín combat avec succès les Espagnols dans le nord et parvient à conquérir le Pérou, l'anarchie règne à Buenos Aires, à partir de la déclaration d'indépendance de juillet 1816.

Juan Martín de Pueyrredón est "*Director Supremo*" de 1816 à 1819, mais son autorité est extrêmement réduite, à cause de l'activité de nombreux "caudillos", des "seigneurs de la guerre" qui gouvernent une province ou une région en toute autonomie, sans se soucier le moins du monde des directives de Buenos Aires. Les plus importants sont Francisco Ramírez et Estanislao López, deux adeptes du fédéralisme. Le premier "règne" sur la province d'Entre Ríos, le deuxième sur celle de Santa Fe.



1966, n° 780  
Juan Martín de Pueyrredón



1986, n° 1540  
Francisco Ramírez



1986, n° 1539  
Estanislao López

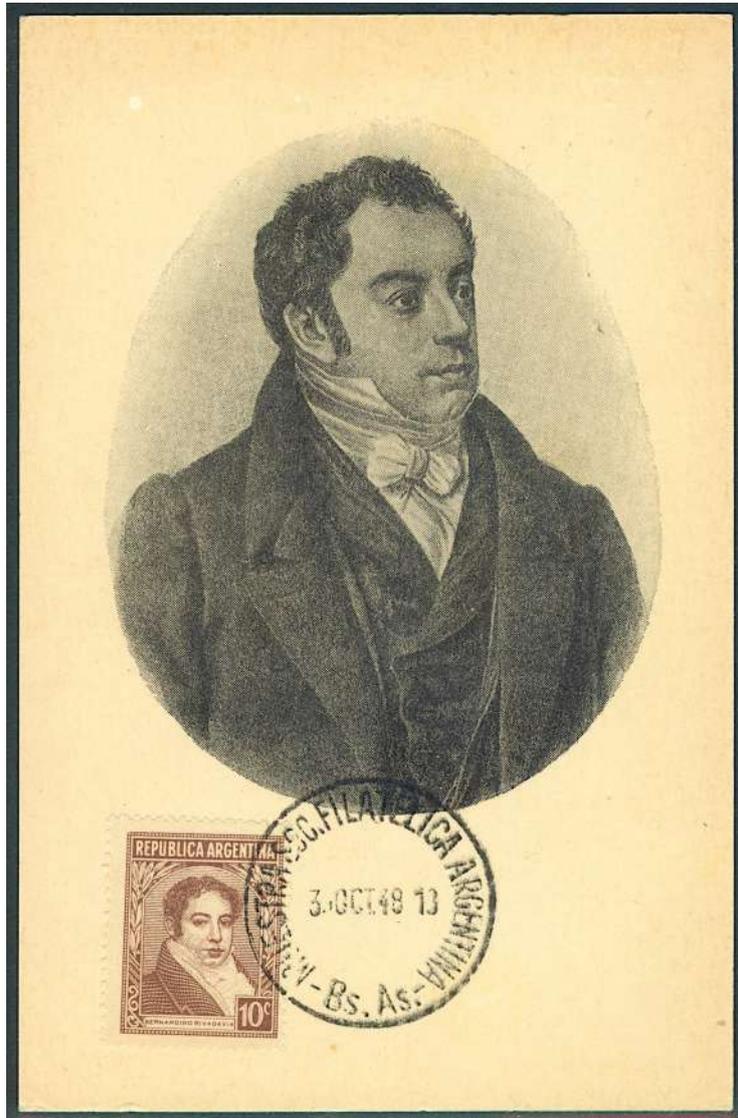
Lorsque Pueyrredón promulgue en 1819 une constitution fortement unitariste, les "caudillos" se rebellent. Pueyrredón est écarté, et les "caudillos" occupent Buenos Aires. La constitution est abrogée, et le fédéralisme triomphe provisoirement. Mais la discorde s'installe rapidement entre les leaders fédéralistes : Ramírez fonde en 1820 l'éphémère République d'Entre Ríos, mais son ancien allié Estanislao López se retourne contre lui. Ramírez est finalement défait et finit assassiné le 10 juillet 1821. López restera jusqu'à sa mort le porte-drapeau des fédéralistes, mais ses innombrables renversements d'alliances en font un personnage controversé.

Suites aux discordes entre fédéralistes, les unitaristes relèvent la tête, et l'heure de Bernardo Rivadavia va sonner.

Rivadavia, qui avait déjà été le secrétaire du premier triumvirat, devient en 1821 le principal leader de l'administration des "Provinces-Unies du Río de la Plata". Unitariste convaincu, conservateur dans l'âme mais affichant des idées libérales, il abolit les privilèges du clergé, fonde l'université de Buenos Aires, et introduit de nombreuses réformes pour centraliser tout le pouvoir à Buenos Aires. Très anglophile, il favorise les intérêts commerciaux britanniques en Argentine, parfois au détriment de l'économie du pays.



1980, n° 1225  
Bernardo Rivadavia



1948, carte maximum avec le timbre n° 395  
Bernardo Rivadavia



1867, n° 18



1880, n° 38



1888, n° 63



1889, n° 78



1890, n° 79



1891, n° 81



1892/1895, n°s 94/98  
Bernardo Rivadavia



1926, n° 309



1926, n° 310



1975, n° 370



1939, n° 395

*Bernardo Rivadavia*



1945, n°s 459/461

*100° anniversaire de la mort de Rivadavia*

Entretemps, le Portugal avait annexé en 1821 le territoire de l'actuel Uruguay et l'avait intégré dans le Brésil sous le nom de *Provincia Cisplatina*. Le gouvernement de Buenos Aires, content d'être débarrassé d'Artigas, n'avait pas bougé.

Mais en 1825, des milices conduites par Juan Antonio Lavalleja et Manuel Oribe partent de Buenos Aires et pénètrent en Uruguay pour combattre les Brésiliens. Grâce à l'aide de la population locale, l'expédition vole de succès en succès. Montevideo est prise fin mai 1825, et le 25 août 1825, l'indépendance de la Bande orientale vis-à-vis du Brésil est proclamée, mais en même temps est exprimée la volonté d'adhérer, en tant que nouvelle province, à l'Argentine.



1975, n° 1021

*150° anniversaire de l'indépendance de l'Uruguay*

Buenos Aires accède en 1826 à leur demande de faire partie de l'Argentine, et participe à partir de 1827 à l'effort de guerre contre le Brésil. Les troupes argentines et uruguayennes enfin réunies remportent des victoires décisives contre le Brésil en 1827. Dans cette guerre, c'est encore le "vétérane de 1814", l'amiral William Brown, qui remporte d'importantes victoires navales contre la flotte brésilienne qui tentait de bloquer Buenos Aires.



1977, n° 1103

*L'amiral Guillermo (William) Brown*

L'union de l'Argentine et de l'Uruguay a donc obtenu en 1827 une victoire militaire sur le Brésil, mais la situation économique est catastrophique, à cause de la chute du commerce extérieur que la guerre a engendrée.

L'Argentine demande à l'Angleterre de jouer le rôle d'intermédiaire dans des négociations, qui aboutissent le 28 août 1828 au traité de paix de Montevideo. Par ce traité, la Bande orientale, que le Brésil ne veut pas voir rattachée à l'Argentine, devient un pays indépendant, sous le nom d'État oriental de l'Uruguay.



1928, n°s 321/322

*100<sup>e</sup> anniversaire du traité de paix entre l'Argentine et le Brésil*

Pendant ce temps, Rivadavia avait promulgué en 1826 une nouvelle constitution fortement unitariste, faisant des "Provinces-Unies du Río de la Plata" une république, avec lui-même comme premier président. Mais une fois de plus, les "caudillos" fédéralistes se rebellent, et Rivadavia est obligé de démissionner en juin 1827. Il quittera définitivement l'Argentine en 1829 et mourra en Espagne en 1845.

Son successeur est Manuel Dorrego, qui est à l'antipode de Rivadavia. Fédéraliste convaincu, il abolit toutes les mesures unitaristes de son prédécesseur, et tente de s'opposer au traité de paix avec le Brésil.

Mais José María Paz et Juan Lavalle, deux "caudillos" unitaristes qui avaient combattu en Uruguay, retournent à Buenos Aires, et y battent Manuel Dorrego, qui est condamné à mort et exécuté fin 1828.



1888, n° 69

*Manuel Dorrego*



1987, n° 1602



1941, n° 417



1991, n° 1766

Juan Lavalle



1890, n° 72



1991, n° 1767

José María Paz

Aussi bien Lavalle que Paz deviendront des adversaires acharnés du dictateur Rosas. Lavalle sera finalement assassiné en 1841, tandis que Paz sera plusieurs fois emprisonné et exilé.

En 1829, le général fédéraliste Juan Manuel de Rosas parvient à évincer Lavalle et à prendre le pouvoir à Buenos Aires. Il est nommé gouverneur de Buenos Aires, ce qui équivaut au titre de chef du gouvernement.

Après le chaos des dernières années, Rosas est accueilli comme un sauveur, et il reçoit des “*facultades extraordinarias*”, ce qui est en fait un pouvoir dictatorial.

Il exerce un premier mandat de 1829 à 1832, mais son départ engendre de nouveau l’anarchie, le chaos et les conflits, et il est rappelé en 1835 avec encore plus de pouvoirs : il reçoit la “*suma del poder público*” (= la plénitude du pouvoir public). Il va exercer une véritable dictature sur le pays, construisant sa mainmise sur l’Argentine sur trois piliers : l’armée, la police et l’Église.



1991, n° 1741

Juan Manuel de Rosas

Pendant sa longue dictature - plus de deux décennies - il doit combattre sans cesse ses ennemis, le plus souvent des “caudillos” unitaristes, mais il parvient à garder le pouvoir dans ce qui n’est en fait rien d’autre qu’une longue guerre civile, avec des moments de calme et des moments d’exacerbation. Il est étonnant que Rosas n’ait été honoré qu’avec un seul timbre-poste, alors que des personnages d’une importance secondaire et de moindre envergure ont été timbrifiés, parfois plusieurs fois. Parmi ceux-ci, il faut mentionner ses adversaires Marco Manuel Avellaneda et Enrique Martínez, et son partisan Angel Pacheco.



1941, n° 413

*Marco Manuel Avellaneda*



1991, n° 1768

*Marco Manuel Avellaneda*



1989, n° 1699

*Enrique Martínez*



1969, n° 849

*Angel Pacheco*

Rosas ne doit pas seulement combattre et éliminer l'un après l'autre ses ennemis intérieurs, comme Lavalle et Paz, mais il est également confronté à partir de 1845 à une guerre contre la France et l'Angleterre. Ces deux nations exigent la libre navigation sur le Río de la Plata et ses affluents, et veulent faire de Montevideo leur principale base commerciale. Rosas s'oppose à ce libre passage, et le 20 novembre 1845 a lieu la bataille navale de la Vuelta de Obligado. Lucio Norberto Mansilla s'y défend avec acharnement contre la flotte combinée franco-britannique, qui remporte la victoire, mais ne réussit cependant pas à franchir les barrages argentins. Elle établit alors un blocus autour de Buenos Aires, qui va durer jusqu'en 1849. Ce blocus, et les pertes commerciales qui en résultent, favoriseront une rébellion intérieure qui provoquera finalement la chute de Rosas.



1989, n° 1704

*Le combat naval de la Vuelta de Obligado*



1992, n° 1788

*Lucio Norberto Mansilla*

À partir de 1847, la faveur populaire dont jouit Rosas est en baisse, à cause de l'inflation galopante et de la chute du commerce due au blocus franco-britannique. Il doit de plus en plus se maintenir au pouvoir grâce à sa force de police plus que musclée, qui n'avait rien à envier à la Gestapo ou au KGB.

Et pour la première fois, des opposants de plus grande envergure que ceux que Rosas avait toujours dû combattre jusqu'alors se font entendre. Le plus important est Justo José de Urquiza, le gouverneur de la province d'Entre Ríos.

Urquiza entre fin 1851 en rébellion ouverte, et, soutenu par l'Uruguay et le Brésil, il bat Rosas à la bataille de Caseros le 3 février 1852. Rosas s'enfuit en Angleterre, où il meurt en 1877.

Pour certains, il est un exécrable despote, pour d'autres, il reste le sauveur de l'Argentine...



1956, n° 558

*Justo José de Urquiza à la bataille de Caseros, le 3 février 1852*



1888, n° 51



1889, n° 73



1920, n° 255



1935, n° 365



2001, n° 2263

*Justo José de Urquiza*

À peine installé au pouvoir, Urquiza conclut le pacte de San Nicolás, signé le 31 mai 1852. C'est un pacte fédéraliste, ayant pour but de rassembler les provinces dans une assemblée constituante. Les "Provinces-Unies du Río de la Plata" deviennent la *Confédération argentine*, avec Urquiza à sa tête.



1987, n° 1605

*Signature du pacte de San Nicolás*

Ce pacte est l'oeuvre de deux juristes : Vicente López y Planes et Juan Gregorio Pujol. López avait été longtemps le président du Haut Tribunal sous Rosas, mais il s'était rallié à Urquiza. Il est l'auteur de l'hymne national argentin. Pujol sera récompensé par Urquiza, qui le nomme gouverneur de la province de Corrientes.



1877, n° 37



1985, n° 1455

*Vicente López y Planes*



1888, n° 61



1918, n° 240



1956, n° 563

*Juan Gregorio Pujol*

La seule province qui n'accepte pas le pacte est... Buenos Aires, d'une part parce que les clauses de ce pacte réduisent fortement l'hégémonie de la ville sur le reste du pays, d'autre part parce que Buenos Aires a du mal à accepter qu'un caudillo "venu de loin" y exercerait le pouvoir. La province de Buenos Aires se déclare "l'État de Buenos Aires", et restera indépendante de 1853 à 1860.

Après la signature de ces accords, les députés s'attellent à l'élaboration d'une constitution, qui est promulguée en 1853. Cette constitution est surtout l'oeuvre de Juan Bautista Alberdi, un juriste et diplomate qui passa le plus clair de son temps soit en exil, soit en mission diplomatique en Europe, afin d'y promouvoir la jeune nation argentine.



2003, n° 2417

*150<sup>e</sup> anniversaire de la constitution de 1853. Juan Bautista Alberdi*



1890, n° 83



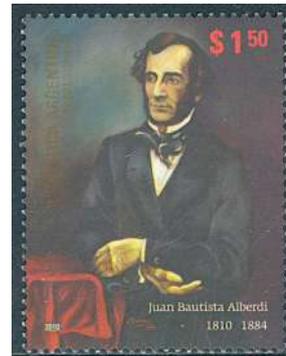
1935, n° 369



1960, n° 624



1985, n° 1495



2010, n° 2877

#### *Juan Bautista Alberdi*

Urquiza est un bon organisateur et administrateur, améliorant l'infrastructure du pays, promouvant l'instruction et stimulant l'économie. L'efficacité de son oeuvre est cependant freinée par la sécession de la province de Buenos Aires.

Car la province de Buenos Aires s'est déclaré indépendante, et s'est dotée d'une constitution. L'État de Buenos Aires est officiellement gouverné par Pastor Obligado, mais l'homme fort en est Dalmacio Vélez Sarsfield, qui en rédige la constitution et qui sera plus tard un des principaux ministres de Bartolomé Mitre.



1878, n° 35



1888, n° 74



1977, n° 1077  
*Dalmacio Vélez Sarsfield*



2000, n° 2192

Le chef militaire de l'État de Buenos Aires est Bartolomé Mitre. En 1859, il se sent assez fort pour affronter Urquiza dans un conflit armé, mais il est battu le 23 octobre 1859, lors de la bataille de Cepeda.

Mitre est obligé de signer quelques jours plus tard le pacte de San José de Flores, qui met officiellement fin à la sécession de la province de Buenos Aires, mais non au conflit entre Urquiza et Mitre.



1959, n° 612

*100<sup>e</sup> anniversaire du pacte de San José de Flores. Mitre et Urquiza*

En 1860, Urquiza termine son mandat présidentiel et l'avocat Santiago Derqui accède à la présidence.



1890, n° 76

*Santiago Derqui*

Mais le conflit entre Buenos Aires et le gouvernement officiel de l'Argentine escalade de nouveau, et cette fois, Mitre remporte la victoire à la bataille de Pavón, le 17 septembre 1861. Urquiza se retire et mourra assassiné en 1870.

En 1862, Bartolomé Mitre est nommé président, pour un mandat de six ans.



1888, n° 71



1890, n° 85



1921, n°s 256/257



1939, n° 371



1942, n° 396



1969, n° 851

*Bartolomé Mitre*



2006, n° 2569

C'est sous la présidence de Mitre que se déroule la sanglante guerre entre le Paraguay et la "triple alliance", composée de l'Argentine, du Brésil et de l'Uruguay (1865-1870). Cette guerre, entamée par le dictateur paraguayen Francisco Solano López pour des raisons territoriales, politiques et économiques, est longue et atroce. Le petit Paraguay se bat avec une énergie extraordinaire contre ses puissants voisins et il faut une véritable guerre d'extermination pour venir à bout, en 1870, de la résistance paraguayenne. Francisco Solano López meurt le 1<sup>er</sup> mars 1870 en combattant avec ses derniers soldats.

Le Paraguay avait perdu les deux tiers de sa population dans la guerre : le nombre d'habitants est réduit de 600.000 avant la guerre à 200.000 en 1870. Moins de 20% des rescapés sont de sexe masculin !



*Paraguay, 1977, n° 1691  
Francisco Solano López*



*1972, n° 930  
Bartolomé Mitre*

Deux officiers qui ont pris part à cette guerre ont été honorés par un timbre-poste. Le premier est Luis María Campos, qui se joint à Mitre dès 1856, participe à la guerre du Paraguay et ensuite à toutes les campagnes militaires jusqu'à la fin du siècle. Il sera plusieurs fois ministre de la guerre.

Le deuxième est José Ignacio Garmendia. Il se distingue plus pendant cette guerre comme écrivain et peintre que comme militaire. Il exécute un travail pictural complet sur la guerre du Paraguay et publie de nombreuses chroniques de ces campagnes.



*2000, n° 2160  
Luis María Campos*



*1992, n° 1789  
José Ignacio Garmendia*

En 1868, Mitre essaie par tous les moyens, aussi bien légaux que frauduleux, de se faire réélire, mais il échoue, et c'est Domingo Faustino Sarmiento qui accède à la présidence. L'incorrigible Mitre van encore essayer plusieurs fois, mais sans succès, de revenir au pouvoir, et il mourra en 1906.

## IV. Le difficile chemin vers la démocratie (1868-...)

Sarmiento a été sans aucun doute un des meilleurs présidents de l'Argentine. Il avait passé de longues années en exil au Chili, avant de revenir en Argentine en 1855. Démocrate convaincu, intelligent et honnête, il a été le grand promoteur de l'instruction publique en Argentine. Il s'attache à instaurer en Argentine les libertés fondamentales, et à assurer le progrès et la sécurité pour tous.

Il parvient à terminer avec succès en 1870 la guerre contre le Paraguay et à éliminer le dernier caudillo, Ricardo López Jordán. Celui-ci mène en 1870 la rébellion contre le gouvernement de Sarmiento, mais il est finalement battu en 1873. Avec lui prend définitivement fin l'ère des "caudillos", qui ont empoisonné la vie politique argentine pendant plus d'un demi-siècle, empêchant la démocratie de s'installer.



1888, n° 64



1889, n° 80



1911, n° 164



1935, n° 364



1938, n°s 387/390



1961, n° 648



1963, n° 662



1988, n° 1637

*Domingo Faustino Sarmiento*



2011, n° 2907

En 1874, Nicolás Avellaneda succède à Sarmiento, pour un mandat de six ans. Il est le fils de Marco Manuel Avellaneda, qui avait été exécuté pendant la dictature de Rosas.

Afin de pacifier le pays, il accorde son pardon à Bartolomé Mitre qui était de nouveau entré en rébellion, en 1874. Mais sa présidence est assombrie par ce que l'histoire a appelé "la Conquête du Désert". Les Indiens mapuches, toujours insoumis, occupaient encore une grande partie du sud de la pampa et toute la Patagonie orientale. Adolfo Alsina, qui avait été le vice-président de Sarmiento et qui est ministre de la guerre sous Avellaneda, élabore un plan de campagne pour les "pacifier". Mais le général Julio Argentino Roca outrepassa ses instructions et mène de 1878 à 1881 une campagne d'extermination équivalant à une véritable génocide.

Il en sera récompensé en 1880 par son élection à la présidence, prenant la succession d'Avellaneda.



1888, n° 65



1890, n° 82

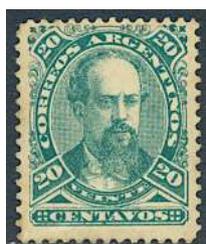


1939, n° 394



1985, n° 1496

*Nicolás Avellaneda*



1889, n° 67



1941, n° 415



1964, n° 697

*Julio Argentino Roca*



1979, n° 1182

*100<sup>e</sup> anniversaire de la "Conquête du Désert"  
par Julio Argentino Roca*



1979, n° 1163

*Adolfo Alsina*

Si Roca avait été un général impitoyable allant jusqu'au génocide, il est un bon président, de 1880 à 1886. Il effectuera un deuxième mandat présidentiel de 1898 à 1904. La prospérité règne en Argentine pendant sa présidence, grâce à une immigration massive, une amélioration des infrastructures (routes, chemins de fer, canaux) et une promotion de l'agriculture et de l'élevage.

Il résout définitivement le problème de Buenos Aires, en séparant la ville de la province du même nom, et en lui donnant un nouveau statut, celui de capitale fédérale de l'Argentine. C'est pour cela qu'il décide la fondation d'une nouvelle ville, La Plata, pour remplacer Buenos Aires en tant que capitale de la province de Buenos Aires. La première pierre de cette nouvelle ville est placée fin 1882.



*Le port*



*Le président Julio Argentino Roca*



*La palais municipal*



*La cathédrale*



*Le gouverneur Dardo Rocha*

*1933, n°s 354/358*

*50<sup>e</sup> anniversaire de la fondation de la ville de La Plata*

En 1890, c'est Miguel Juárez Celman, le beau-frère de son prédécesseur Julio Argentino Roca, qui est élu à la présidence. Il donne une vigoureuse impulsion aux travaux publics et favorise l'immigration, mais son style très autocratique, la stagnation de l'économie, le déficit budgétaire engendrant l'inflation, et la corruption qui règne dans l'administration lui procurent de sérieuses inimitiés, qui explosent en juillet 1890 avec la sanglante "Revolución del Parque". Celman est obligé de présenter sa démission en août 1890.



*1888, n° 62*



*1889, n° 77*

*Miguel Juárez Celman*

Les présidents suivants sont Carlos Pellegrini (1890-1892, qui termine le mandat de Celman), ensuite Luis Sáenz Peña (1892-1895), José Evaristo Uriburu (1895-1898), Julio Argentino Roca (deuxième mandat, 1898-1904), Manuel Quintana (1904-1906) et José Figueroa Alcorta (1906-1910).

Tous ces présidents mènent une politique très conservatrice, ayant été élus par la bourgeoisie argentine : le vote est encore censitaire, et seuls les Argentins nantis peuvent participer au vote. La fraude électorale et la corruption sont omniprésentes. Le pays connaît cependant un calme relatif, car l'économie se développe et l'Argentine devient un pays prospère, surtout grâce à une immigration massive, à l'agriculture et à l'élevage. Malheureusement, les dirigeants oublient de penser à l'avenir, en orientant l'économie vers l'exportation de matières premières et de produits agricoles, épuisant ainsi les ressources naturelles du pays, et en important les produits industriels, au lieu de stimuler la fabrication locale.



1981, n° 1257  
José Evaristo Urriburu, président de 1895 à 1898

À part celle d'Urriburu, aucune de ces présidences a été commémorée dans la philatélie argentine, mais quatre serviteurs de l'État de cette époque ont cependant été honorés par un timbre-poste :

- Osvaldo Magnasco, ministre de la justice et de l'instruction publique de 1898 à 1901, qui s'est occupé à améliorer le système scolaire argentin, surtout l'enseignement secondaire et technique.
- Luis María Drago, ministre des affaires étrangères de 1902 à 1903. Il s'est surtout distingué en faisant admettre internationalement la "doctrine Drago", fondée sur l'idée que le recouvrement des dettes d'un état par la force va à l'encontre du droit international.
- Ramón José Cárcano, gouverneur de la province de Córdoba, qui s'est évertué à améliorer les techniques d'élevage et d'agriculture.
- Joaquín Víctor González, qui fut plusieurs fois ministre, entre autres de l'intérieur et de la justice. Il s'est surtout occupé à améliorer le système judiciaire en Argentine.



1968, n° 817  
Osvaldo Magnasco



1960, n° 623  
Luis María Drago



1997, n° 1965  
Ramón José Cárcano



1997, n° 1977  
Joaquín Víctor González

En 1910, c'est Roque Sáenz-Peña qui est élu. Il va occuper la présidence jusqu'à sa mort en 1914. Il est le fils de l'ancien président Luis Sáenz Peña (1892-1895). Son grand mérite est d'avoir stimulé la démocratisation de la vie politique en Argentine, en faisant voter en 1912 une réforme électorale, instituant le vote secret et obligatoire pour tous les Argentins de sexe masculin, à partir de 18 ans. Cette loi a provoqué une nette diminution de la fraude électorale qui était classique jusqu'alors.



1957, n° 575



2001, n° 2262

*Roque Sáenz Peña*

La présidence de Roque Sáenz Peña est suivie par celle d'Hipólito Yrigoyen, de 1916 à 1922. L'économie argentine souffre pendant la guerre d'une chute des exportations suite à la première guerre mondiale, mais cette perte est rapidement plus que compensée après 1918. Après l'intermède de la présidence de Marcelo Torcuato de Alvear (1922-1928), Yrigoyen est réélu en 1928.



1965, n° 714



2017, n° 3180

*Hipólito Yrigoyen*

Entre 1920 et 1930, la découverte du pétrole va être une nouvelle source de richesse en Argentine. Le général Enrique Mosconi est jusqu'en 1930 le grand promoteur de l'industrie pétrolière. Convaincu que le gouvernement doit garder l'entière tutelle sur ses hydrocarbures, et tenant tête aux grandes compagnies pétrolières internationales, il stimule l'exploration et la production de pétrole, fait construire des raffineries et organise le commerce des produits pétroliers argentins. Il sera mis à l'écart après la révolution de 1930.



1979, n° 1207

*Enrique Mosconi*

Yrigoyen est à peine réélu en 1928 que la grande crise économique mondiale éclate. La grande dépression économique touche fortement l'Argentine. L'opposition se durcit et un véritable climat insurrectionnel règne à Buenos Aires. Finalement, Yrigoyen est renversé par un coup d'État - le premier depuis 1861 -, emprisonné et exilé.

C'est le 6 septembre 1930 qu'une partie de l'armée, commandée par José Félix Uriburu, le neveu de l'ancien président, effectue son coup d'État. Aussitôt commence une dictature militaire, qui va durer jusqu'en 1932. Prenant le système fasciste italien de Mussolini comme exemple, Uriburu instaure un régime corporatiste. La paix et l'ordre sont assurés, au prix d'une répression plus que musclée de toute opposition.

Un nouveau parti est créé : la "Concordancia", un ensemble de plusieurs anciens partis qui voient dans leur adhésion le seul moyen de ne pas être rayés de la carte. La création de la "Concordancia", formée en 1931, inaugure une décennie, appelée plus tard "la Década Infame" (= la décennie infâme), gouvernée par une oligarchie sortie de la "Concordancia" et menant une politique nationaliste, catholique et corporatiste. Les présidents successifs de cette époque - aucun n'a eu l'honneur d'un timbre-poste - sont tous élus grâce à une fraude électorale à un degré rarement atteint. Il s'agit d'Agustín Pedro Justo (1932-1938), Roberto Marcelino Ortiz (1938-1940) et Ramon Castillo (1940-1943).



1930, n<sup>os</sup> 326, 328, 331, 333, 335 & 337  
La révolution du 6 septembre 1930



1930, n<sup>os</sup> 330 & 339  
La révolution du 6 septembre 1930

Même si ces trois derniers ont essayé de freiner la répression envers l'opposition et de réinstaurer au moins un semblant de démocratie, la fraude électorale et la corruption font de cette décennie une période noire de l'histoire argentine.

Du point de vue économique, cette période se caractérise par deux éléments :

- Les relations privilégiées envers la Grande-Bretagne, à qui l'Argentine livre d'énormes quantités de viande bovine, en échange d'importantes concessions économiques.
- Un protectionnisme et un dirigisme commercial, afin de stimuler le développement industriel. Cette réponse à la crise économique va avoir des résultats positifs, mais au détriment de toute participation ouvrière et syndicale.



1931, n<sup>os</sup> 350A/350G & P.A. n<sup>o</sup> 19J  
Premier anniversaire de la révolution du 6 septembre 1930

Mais, suite à la fraude et la corruption généralisées, un nouveau coup d'État est perpétré, le 4 juin 1943, par des officiers qui n'ont en commun que leur anticommunisme et leur nationalisme. Ils essaient de maintenir la neutralité de l'Argentine pendant la deuxième guerre mondiale et de mettre un terme aux énormes avantages dont jouissaient les investisseurs britanniques.



1943, n<sup>os</sup> 425/427



1944, n<sup>o</sup> 442



1948, n<sup>o</sup> 495

Commémorations du coup d'État du 4 juin 1943.

Pour le reste, tout les divise : Pedro Pablo Ramírez, le premier président de 1943 à 1944, est un homme d'extrême-droite, ultra-catholique. Le général Edelmiro Julián Farrell lui succède en 1944. Il n'est qu'une marionnette entre les mains des Américains, et sous leur pression, il déclare fin mars 1945 la guerre à l'Allemagne et au Japon. Cette déclaration de guerre, plus que tardive, permettra à l'Argentine de participer en 1945 à la conférence de San Francisco, où naîtront les Nations-Unies.

Mais de l'autre côté se situe Juan Domingo Perón, qui cherche ses appuis dans les syndicats et le prolétariat urbain, et dont la popularité s'accroît tellement vite qu'elle met Farrell dans l'ombre et inquiète sérieusement les États-Unis. Ceux-ci parviennent même à faire emprisonner Perón le 12 octobre 1945. Mais sous la pression d'une vaste manifestation des travailleurs et des secteurs défavorisés de la société, il est libéré dès le 17 octobre.



1946, n°s 477/481

*1<sup>er</sup> anniversaire de la manifestation du 17 octobre 1945 en faveur de Perón*



1975, n° 1025

*30<sup>e</sup> anniversaire de la manifestation du 17 octobre 1945 en faveur de Perón*

Farrell organise des élections présidentielles qui ont lieu le 24 février 1946, et qui, cette fois-ci, se déroulent d'une façon irréprochable. Perón y obtient une majorité absolue écrasante, et est élu président de l'Argentine.



1946, n° 466



1947, n° 487



1948, n° 499

*Commémorations de la victoire de Perón aux élections de février 1946*



1995, n° 1897  
*Juan Domingo Perón*

Perón mène dès le début une politique en faveur des ouvriers (augmentation des salaires, congés payés, etc.) et des syndicats, qui deviennent la pierre angulaire du péronisme. Perón gagne ainsi plusieurs élections, qui, malgré son populisme et son style autoritaire, se déroulent d’une façon démocratique. Ce sont les exportations massives de viande bovine vers l’Europe qui paient “l’État Providence” de Perón, qui est admirablement secondé par son épouse, Eva Duarte, surnommée “Evita”, et qui connaît, grâce à son inlassable activité charitable, une popularité rarement égalée parmi les “descamisados” (les “sans-chemise”). C’est elle qui obtient de son mari en 1947 le droit de vote pour les femmes.



2015, bloc 147  
*Juan Domingo Perón*



2022, n° 3297  
*Juan Domingo Perón*

Perón fonde en 1947 le “parti justicialiste” et promulgue en 1949 une nouvelle constitution très “sociale”. Nationaliste convaincu, il essaie de rendre l’Argentine moins dépendante de l’Europe et des États-Unis, en stimulant l’industrialisation du pays. Il est secondé en cela par l’ingénieur militaire Manuel Savio, qui est le véritable créateur de l’industrie métallurgique moderne en Argentine.



1949, n° 501  
La constitution de 1949



1978, n° 1141  
Le général Manuel Savio

Son épouse Eva Perón va malheureusement succomber à une leucémie le 26 juillet 1952. Avec la mort de son épouse, Juan Perón perd son meilleur atout pour conserver les faveurs du peuple.

La vénération du petit peuple envers la “*Madre de todos los niños*”, comme elle est nommée dans le “musical” *Evita* de 1976, est restée à juste titre inaltérée. Mais il faut quand même souligner que les oeuvres charitables d’Eva Perón ont coûté des sommes astronomiques, contribuant ainsi au déficit budgétaire qui causera finalement la chute de son mari.



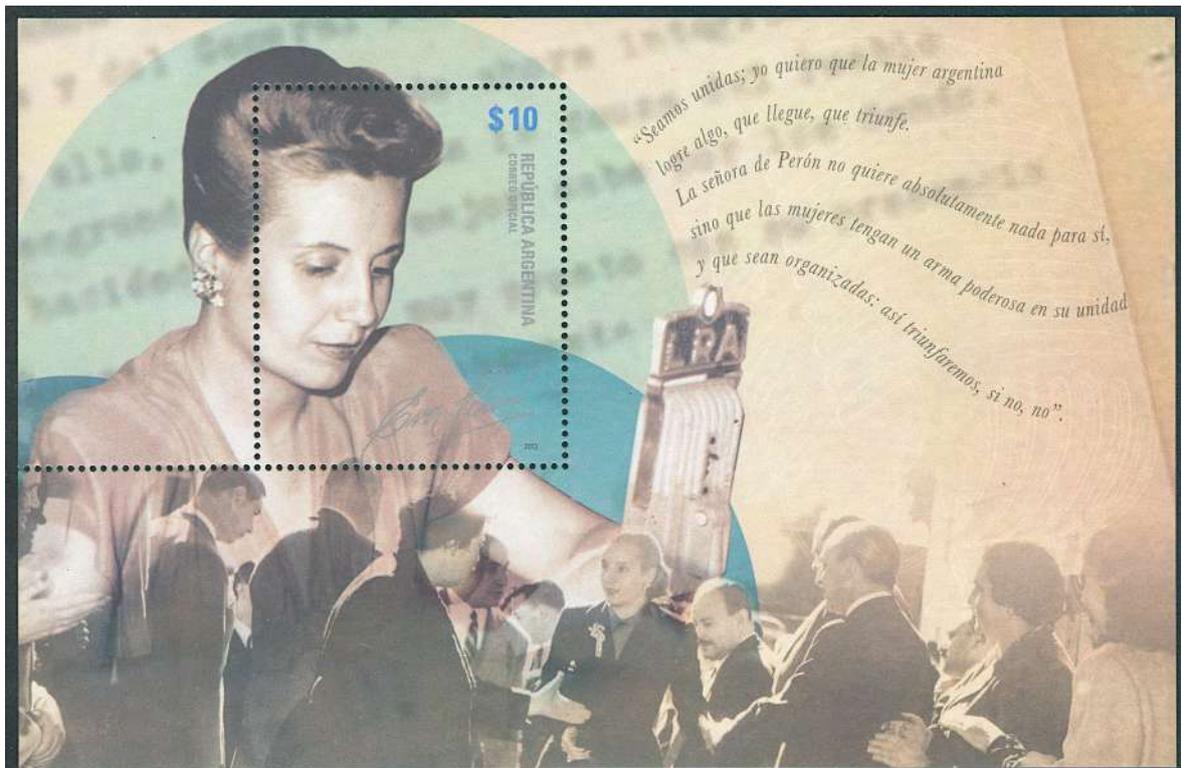
1954, n° 545



1973, n° 946



1997, n° 1984



2012, bloc 133  
Eva Perón



1952, n°s 517/536  
Eva Perón



2002, n<sup>o</sup>s 2326/2329  
Eva Perón

Au début des années 1950, les conflits entre péronistes (syndicats, ouvriers, prolétaires urbains) et antipéronistes (patronat, bourgeoisie, l'Église catholique) qui sont soutenus par les États-Unis, deviennent de plus en plus violents. Un coup d'État, perpétré le 16 septembre 1955 par le général Eduardo Lonardi, destitue Juan Perón, interdit son parti justicialiste et abroge la constitution de 1949. Perón est contraint de s'enfuir, et s'installe finalement en Espagne. Ce coup d'État reçoit le nom de "*Revolución Libertadora* (= Révolution libératrice).



1955, n<sup>o</sup> 556



1956, n<sup>o</sup> 567

Commemorations du coup d'État du 16 septembre 1955

Après moins de deux mois, Lonardi est remplacé par Pedro Eugenio Aramburu, qui s'avère moins extrémiste que Lonardi. Mais, malgré le fait que leur parti soit interdit, les péronistes se resaisissent, même si un putsch du général péroniste Juan José Valle échoue en 1956. Valle est condamné à mort et exécuté. Aramburu payera de sa vie cette exécution : il sera enlevé et séquestré par les "*Montoneros*" (une milice péroniste qui pratique la lutte armée) en 1970, jugé, condamné à mort et exécuté à son tour.



1980, n<sup>o</sup> 1223  
Pedro Eugenio Aramburu

En 1958, Arturo Frondizi, beaucoup plus modéré, gagne les élections présidentielles, grâce à l'appui des péronistes. Mais cette attitude modérée de Frondizi donne un nouvel élan au péronisme, et un nouveau coup d'État renverse le président en 1962. Après un court interrègne militaire, l'élection du 7 juillet 1963 donne la présidence à Arturo Umberto Illia. Celui-ci, lucide en ce qui concerne les sentiments de la population, atténue fortement les mesures contre le péronisme, même si le parti justicialiste reste interdit.



1958, n° 587/589

*Accession à la présidence d'Arturo Frondizi*



2008, n° 2725

*Arturo Frondizi*



2000, n° 2188

*Arturo Umberto Illia*

Et le carrousel continue : en 1966, nouveau coup d'État, qui élimine l'excellent président Illia, et qui donne le pouvoir à une junte militaire d'extrême-droite, soutenue par l'Église catholique. Il y d'abord le général Onganía jusqu'en 1970, plus tard le général Lanusse de 1971 à 1973.

Pendant la dictature de la junte militaire, de 1966 à 1973, le peuple, surtout la jeunesse, se soulève régulièrement, avec comme point culminant le "Cordobazo", un important mouvement de protestation populaire qui a lieu le 29 mai 1969.

Le général Lanusse est finalement acculé à accepter des élections, qui ont lieu le 11 mars 1973, et où les candidats péronistes sont enfin à nouveau acceptés, même si Perón reste interdit. Le péroniste Héctor José Cámpora gagne les élections, et cède en octobre 1973 la présidence à Juan Perón, revenu de son exil espagnol.

Mais la situation a changé : les péronistes eux-mêmes sont divisés, et les tensions internes explosent. Cette fois-ci Perón s'avère incapable de regrouper toutes les factions péronistes autour de sa personne, et il s'éteint le 1<sup>er</sup> juillet 1974, à un moment où le chaos et la violence s'installent en Argentine. Son épouse Isabel Martínez de Perón lui succède, mais elle n'est qu'une marionnette entre les mains des différents leaders péronistes qui s'opposent et se combattent.

Elle est finalement renversée le 24 mars 1976 par un nouveau putsch militaire, dirigé par le général Jorge Rafael Videla.

La dictature militaire dure de 1976 à 1983. C'est un régime d'extrême-droite, qui se maintient grâce à une répression impitoyable de toute opposition. C'est le temps de la "guerre sale", où les opposants sont autant que possible éliminés physiquement : il y a plus de 30 000 "disparus" et 15 000 fusillés.

Les généraux qui se succèdent à la tête de la junte (Jorge Videla, Roberto Viola, Carlos Lacoste, Leopoldo Galtieri, Alfredo Saint-Jean et Reynaldo Bignone) ont le soutien de l'Église catholique : sur 85 évêques, seuls cinq se sont opposés à la dictature, dont trois seront assassinés.

Devant l'impopularité croissante de la junte, le général Galtieri, alors chef de la junte, décide d'envahir les îles Falkland, territoire britannique (voir le chapitre consacré aux "Falkland Islands - Islas Malvinas"), espérant par cet acte de guerre rassembler le peuple argentin autour de son armée. C'est compter sans la détermination de Margaret Thatcher, premier ministre britannique, qui relève le défi, envoie une flotte dans l'Atlantique Sud et obtient une éclatante victoire.

Cette défaite argentine sonne le glas de la dictature, et la junte, définitivement déconsidérée, est obligée d'amorcer une transition vers la démocratie. Des élections ont lieu en 1983, et c'est Raúl Ricardo Alfonsín qui est élu.



2009, n° 2786  
Raúl Ricardo Alfonsín

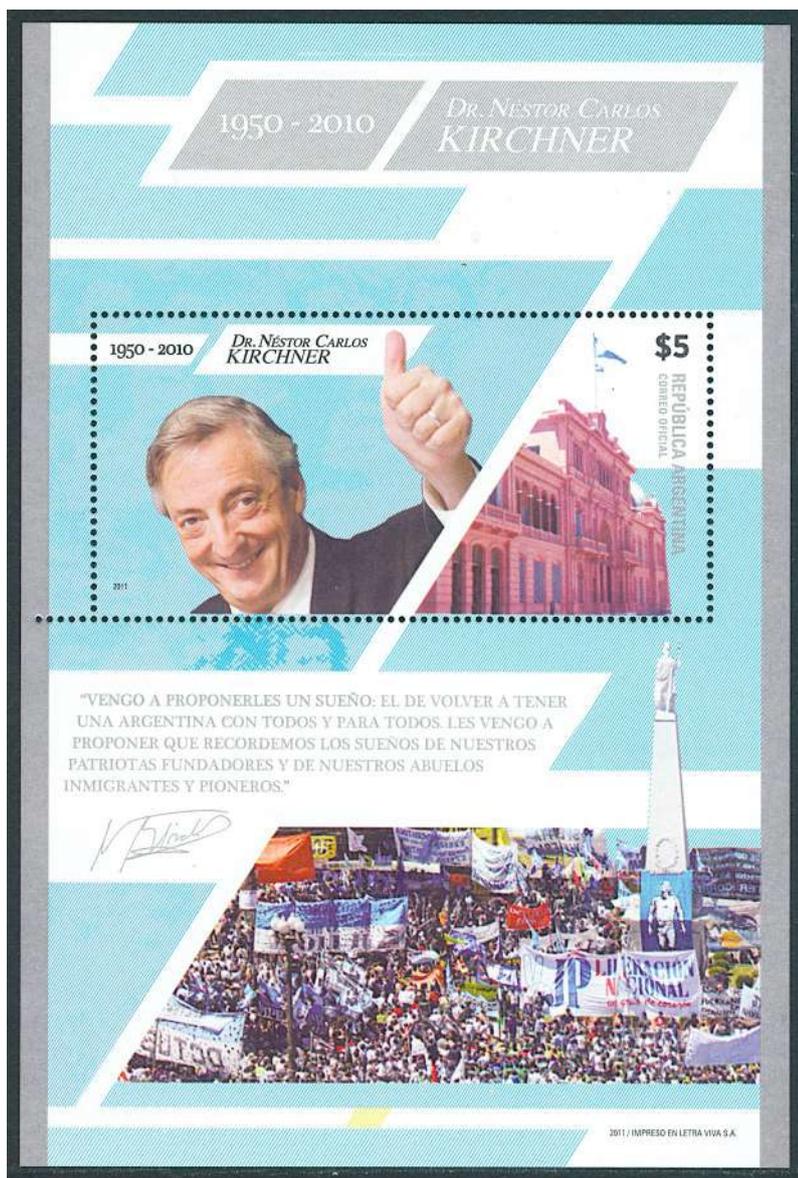
Alfonsín proclame, dans le but d'aboutir à une réconciliation nationale, une amnistie pour les leaders de la junte de 1976 à 1983. Cette amnistie sera levée en 2003, mais plusieurs généraux seront déjà décédés, comme Galtieri et Viola. Seul Videla passera à la fin de sa vie une paire d'années en prison, où il mourra en 2013 à 87 ans.

Alfonsín (1983-1989) et ses successeurs Carlos Menem (1989-1995), Fernando de la Rúa (1999-2001), Eduardo Duhalde (2002-2003), Néstor Kirchner (2003-2007) et Cristina Fernández de Kirchner, l'épouse du précédent (2007-2015) ont à lutter contre une crise économique chronique, avec récession, hyperinflation et un taux de chômage très élevé.

La présidence de Menem est la plus controversée : après avoir fait voter en 1994 une nouvelle constitution qui lui permet d'exercer un second mandat, il mène une politique libérale avec des privatisations à outrance, entraînant un enrichissement scandaleux de la classe aisée et un appauvrissement des agriculteurs, des prolétaires et des retraités. La dette extérieure atteint sous Menem des niveaux astronomiques. Menem sera plus tard jugé pour corruption et l'encaissement systématique de pots-de-vin.



1995, n° 1873  
La constitution de 1994, promulguée par Carlos Menem



2011, bloc 127  
Néstor Kirchner



2012, n° 2943  
Réélection de Cristina Fernández  
de Kirchner à la présidence

Après la présidence de Cristina Fernández de Kirchner viennent celles de Mauricio Macri (2015/2019), d'Alberto Fernández (2019/2023) et celle de Javier Milei (2023-...).

Ce dernier, d'une agressivité verbale inégalée, est souvent comparé à Donald Trump, dont il est un fervent admirateur.

## Annexe 1 : Falkland Islands ou Islas Malvinas ?

Les îles Falkland sont un archipel situé dans la partie la plus méridionale de l'océan Atlantique, à environ 460 km à l'est de la côte argentine. Les deux îles les plus importantes de l'archipel sont East Falkland, avec la capitale Stanley, et West Falkland. 776 petites îles complètent l'ensemble.



La découverte des îles Falkland remonte au XVI<sup>e</sup> siècle, mais les premiers établissements permanents n'y furent installés que dans les années 1760, pratiquement simultanément par les Français et les Anglais : les Français dans l'île orientale (Port Louis, 1764), les Anglais dans l'île occidentale (Port Egmont, 1765).

L'établissement français était l'oeuvre de l'explorateur Louis Antoine de Bougainville, qui baptisa l'archipel "Îles Malouines" parce que les premiers Français qui s'y installèrent étaient des pêcheurs de Saint-Malo. Le nom de "Falkland Islands" avait été donné en 1690 par un capitaine anglais, en honneur d'un noble écossais, Henry Cary, 5<sup>th</sup> Viscount Falkland, qui fit carrière dans la Navy.

Dès 1766, la France vendit Port Louis à l'Espagne, qui possédait alors encore la majeure partie de l'Amérique du Sud, et les "Îles Malouines" devinrent les "Islas Malvinas". Cela engendra déjà en 1770 une première guerre entre la Grande-Bretagne et l'Espagne, pour la possession de l'archipel. Ce premier conflit se termina en 1771 par un compromis : l'île orientale serait espagnole, l'île occidentale anglaise.



*Argentine, 1987, n° 1604*

*200<sup>e</sup> anniversaire de la mort de Jacinto de Altolaguirre, gouverneur de la partie espagnole de l'archipel, de 1781 à 1783. C'était surtout une occasion, cinq ans après la guerre de 1982, pour représenter une vieille carte des îles avec le nom "Islas Malvinas"...*

Après les défaites de l'Espagne en Amérique du Sud, l'Argentine reprit à son compte la revendication sur l'archipel des Malouines. Ces îles avaient une importance aussi bien économique (la pêche) que militaire (excellente base navale).

C'est pour ces raisons que l'Argentine tentait depuis 1820 de s'approprier les îles. Ils stimulèrent d'abord les Argentins à s'établir dans les îles, et en 1820 et 1829, l'Argentine y envoya un contingent militaire pour assurer la protection de ses compatriotes.

Un gouverneur argentin, Luis Vernet, y fut même officiellement installé en 1829. L'Argentine émit en 1980 (pour le 150<sup>e</sup> anniversaire) et en 2009 (pour le 180<sup>e</sup> anniversaire) des timbres et un bloc pour commémorer cette nomination. C'était surtout une nouvelle occasion pour souligner les revendications argentines.



*1980, timbres du bloc 25  
150<sup>e</sup> anniversaire*

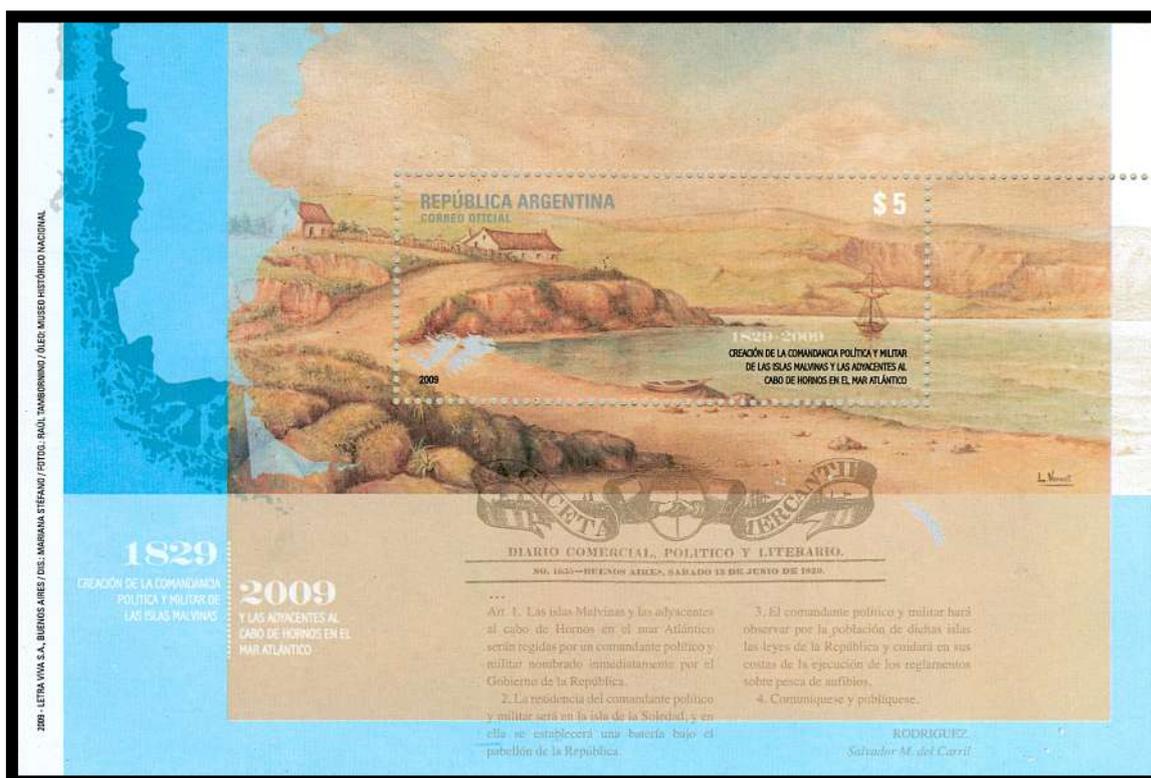


*2009, n° 2789  
180<sup>e</sup> anniversaire*

*Luis Vernet, premier gouverneur argentin des Islas Malvinas*



2020, bloc 171  
 200<sup>e</sup> anniversaire de la première levée du drapeau argentin aux Islas Malvinas



2009, bloc 106  
 180<sup>e</sup> anniversaire. Les Islas Malvinas en 1829  
 Ces trois tableaux sont de la main de Luisa Vernet, la fille du gouverneur argentin Luis Vernet

Tout cela déplut évidemment aux Anglais, qui attachaient également beaucoup d'importance aux îles, comme base navale pour leur Navy, et en 1833, la Grande-Bretagne proclama que les Îles Falkland étaient, dans leur entièreté, une possession britannique. Les habitants argentins pouvaient demeurer sur place, mais devaient se soumettre aux lois et règlements anglais. Face à la puissante Navy anglaise, l'Argentine dut se limiter à des protestations verbales, mais était forcée d'accepter le fait accompli.

Les Anglais construisirent une base navale à Stanley, la nouvelle capitale, et cette base navale allait prouver son utilité aussi bien dans la première guerre mondiale que dans le seconde.

Pendant la première guerre mondiale, un combat naval d'une grande ampleur eut lieu tout près de l'archipel, entre la flotte allemande commandée par Graf Maximilian von Spee, et la flotte anglaise. Ce combat naval, connu sous le nom de "Battle of the Falkland Islands", se solda par une éclatante victoire des Britanniques. Les Allemands y perdirent deux de leurs plus prestigieux navires, les croiseurs *Scharnhorst* et *Gneisenau*.



2004, n°s 894/899  
90<sup>e</sup> anniversaire de la "Battle of the Falkland Islands" (1914)

Pendant la deuxième guerre mondiale, cette base prouva de nouveau son utilité, surtout dans la bataille navale du Río de la Plata, où la Kriegsmarine allemande subit une nouvelle défaite, avec la perte de leur célèbre croiseur *Graf Spee*.



1974, n°s 231/234  
35<sup>e</sup> anniversaire de la bataille du Río de la Plata (fin 1939)

Après la deuxième guerre mondiale, l'Argentine revint à la charge, et le pays essaya de faire reconnaître la souveraineté argentine sur l'archipel, surtout aux Nations-Unies, qui venaient d'être créées.

Les Anglais, de leur côté, sachant parfaitement qu'ils jouissaient du soutien sans réserve de la population locale, déclaraient qu'il n'étaient prêts à céder les îles qu'à condition que la population se prononce, dans un référendum, pour l'Argentine.

De longues négociations entre les deux pays n'aboutirent qu'à quelques concessions économiques insignifiantes de part et d'autre. La situation escalada soudainement à partir de 1976, avec en Argentine la prise du pouvoir par une junta militaire. Cette junta essaya de masquer le délabrement de l'économie argentine en focalisant l'attention de sa population vers les Îles Falkland et en soulignant l'intransigeance de la Grande-Bretagne.

Les timbres-poste servirent ici aussi de moyen de propagande : les émissions successives allaient de plus en plus insister sur le caractère argentin des Islas Malvinas, représentées sur des cartes géographiques comme une partie intégrante du territoire de l'Argentine.



1976, n° 1050



1964, n° 682



1964, P.A. n° 97



1964, n° 683

Les autorités britanniques ne laissent pas non plus passer la moindre occasion d'émettre des timbres, représentant les Falkland Islands, en soulignant nettement le caractère anglais de l'archipel.



1933, n° 63



1952, n° 104



1977, n° 251

En 1981, au point culminant des agressives revendications argentines, les Falkland Islands é mirent une série de six timbres, représentant des vieilles cartes géographiques, comme pour bien démontrer que ces îles avaient toujours été anglaises.



1981, n°s 318/323

Leopoldo Galtieri, alors à la tête de la junte militaire argentine, décida le 2 avril 1982 d'envahir l'archipel. Profitant de l'effet de surprise, l'invasion argentine des Falkland Islands, des South Georgia Islands et des South Sandwich Islands se déroula sans combat. L'Argentine était persuadée que la Grande-Bretagne n'oserait pas déclencher une guerre si éloignée de la mère patrie, pour un objectif aussi mince. Le 22 avril 1982, l'Argentine émit un timbre portant la surcharge triomphale "LAS MALVINAS SON ARGENTINAS".



1982, n° 1288

Mais c'était mal connaître la volonté de fer de Margaret Thatcher, alors premier ministre à Londres.

La Grande-Bretagne envoya une escadre militaire, qui arriva sur place le 21 mai, et après d'âpres combats, les troupes argentines furent forcées de capituler le 14 juin 1982. Le point culminant de cette guerre était la destruction du croiseur argentin *General Belgrano*, qui fut torpillé, causant la mort de 323 marins argentins. Le bilan total de cette courte guerre était de 649 tués chez les Argentins et 258 chez les Britanniques. Après l'archipel, les Falkland Islands Dependencies furent aussi libérées.



*Falkland Islands, 1982, n° 367*



*Falkland Islands Dependencies, 1982, n° 115*

*Ces timbres, représentant les îles, furent émis le 13 septembre 1982, très peu de temps après la guerre. La surtaxe élevée était destinée à alimenter le "Rebuilding Fund".*

Cette défaite sonna le glas de la junte militaire argentine, qui avait perdu toute crédibilité. Elle fut chassée en 1983, et la démocratie fut restaurée en Argentine. Il est cependant remarquable que l'Argentine eut encore le culot d'émettre deux timbres le 12 juin 1982 – deux jours avant la capitulation – qui insistaient lourdement sur le caractère argentin des îles.



*1982, n°s 1295/1296*

*Carte de l'archipel - Islas Malvinas - et effigie de Luis Vernet, premier gouverneur de ces îles en 1829.*

Et seulement un an après sa défaite, l'Argentine émit un timbre pour fêter... le premier anniversaire de l'occupation des îles !



*1983, n° 1345*

*Premier anniversaire de l'occupation argentine...*

Pour accentuer encore le caractère britannique de la population locale, les habitants reçurent en 1983 la nationalité anglaise, et en 1985, une révision de la constitution fut réalisée, qui concédait aux îles une large autonomie, sauf pour les questions de politique étrangère et les questions militaires. La reine d'Angleterre restait officiellement chef d'État des Falkland Islands.

Cependant, l'Argentine, malgré sa défaite, n'a jamais renoncé à ses aspirations territoriales, et ne rate aucune occasion de proclamer ses revendications.

Le point de vue de l'Argentine est soutenu par la majorité des pays sudaméricains, qui considèrent la présence anglaise dans l'archipel comme un reliquat de l'époque coloniale.

Après son expérience malheureuse, l'Argentine continue maintenant de considérer les Islas Malvinas comme sa propriété, mais affirme vouloir atteindre son but par des moyens pacifiques et diplomatiques, en premier lieu dans le cadre des Nations-Unies.

La dernière confrontation concernant l'archipel entre les deux pays s'est située en février 2010, lorsque les Anglais annoncèrent leur intention d'effectuer des forages en mer pour trouver du pétrole. L'Argentine essaie d'empêcher cette initiative anglaise au sein des Nations-Unies. Le dernier mot n'est pas encore dit...

Enfin, l'Argentine a émis en 2007 une série de cinq timbres pour commémorer le 25<sup>e</sup> anniversaire de la guerre. Il est rare de voir un pays commémorer une défaite avec des timbres, mais c'est une nouvelle façon d'entretenir la revendication argentine.



2007, n<sup>o</sup>s 2653/2657

Après une visite du prince anglais William aux Falkland Islands en 2012, visite très peu appréciée du côté argentin, une nouvelle série fut émise par l'Argentine pour souligner pour la millième fois que l'archipel est argentin...

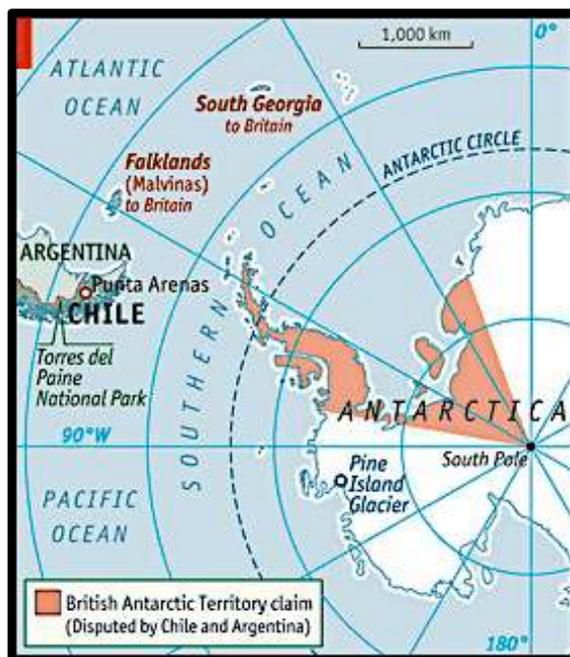


2012, n<sup>o</sup>s 2939/2941

## Annexe 2 : le Territoire antarctique argentin

Une portion du continent antarctique est à la base d'un conflit latent entre trois pays : La Grande-Bretagne, l'Argentine et le Chili.

La Grande-Bretagne parle du "*British Antarctic Territory*", généralement abrégé *B.A.T.* Il s'agit du territoire situé dans la partie la plus méridionale de l'océan Atlantique, en-dessous d'une latitude de 60° Sud et entre les longitudes de 20° et 80° Ouest. Ce territoire a la forme d'un coin dont la pointe est constituée par le pôle Sud. C'est actuellement un des 14 "*British Overseas Territories*".



*Le territoire antarctique britannique*

Dès la prise de pouvoir par les Anglais dans les Falkland Islands en 1833, ils avaient commencé à revendiquer tous les territoires situés autour de cet archipel. C'est ainsi qu'ils proclamèrent en 1908 la souveraineté britannique sur South Georgia, les South Orkneys, les South Shetlands, les South Sandwich Islands et Graham Land. Tous ces territoires étaient situés entre les longitudes de 20° et 80° Ouest et en-dessous d'une latitude de 50° Sud. Ils reçurent le nom de "*Falkland Islands Dependencies*", et dépendaient administrativement de Stanley, la capitale des Falkland Islands, sous l'autorité d'un gouverneur britannique local.

En 1917, en pleine première guerre mondiale, la Grande-Bretagne rehaussa encore le niveau de ses revendications, en spécifiant clairement : tous les territoires entre 20° et 50° Ouest en-dessous de 50° Sud, et ceux entre 50° et 80° Ouest en-dessous de 58° Sud, devaient être considérés comme faisant partie de l'Empire britannique. La grande différence avec 1908 était que maintenant, la souveraineté britannique était prolongée jusqu'au pôle Sud lui-même !

En 1944, les autorités britanniques émirent des timbres pour les différentes composantes des Falkland Islands Dependencies : il s'agissait chaque fois de huit timbres des Falkland Islands, avec une surcharge spécifique pour chaque territoire.



*Graham Land*



*South Georgia*



*South Orkneys*



*South Shetlands*

Après la signature du Traité sur l'Antarctique, qui fut ratifié par la Grande-Bretagne le 23 juin 1961, le pays a introduit une modification administrative dans l'organisation de ses territoires de l'Atlantique Sud : le 3 mars 1962, toutes les possessions anglaises situées en-dessous de 60° Sud et entre 20° et 80° Ouest furent regroupées en une seule entité, appelée "British Antarctic Territory". Il s'agit des South Orkneys, des South Shetlands, de Graham Land et du coin enfoncé dans le continent antarctique, jusqu'au pôle Sud.

South Georgia et les South Sandwich Islands, situées au-dessus de 60° Sud, restaient réunies sous le nom de "Falkland Islands Dependencies". Le 3 octobre 1985, ces îles furent détachées des Falkland Islands pour former une nouvelle entité séparée, faisant partie des "British Overseas Territories". D'où le changement de nom : la dénomination officielle est maintenant "The British Overseas Territory of South Georgia & the South Sandwich Islands".

Cependant, deux autres pays montraient également beaucoup d'intérêt pour la partie de la région antarctique sur laquelle la Grande-Bretagne avait proclamé unilatéralement sa souveraineté : l'Argentine et le Chili. Ces deux pays trouvaient plus que normal que leurs frontières méridionales s'étendent sur le continent antarctique, et se demandaient quels droits une puissance européenne pouvait faire valoir sur ces lointaines régions.

C'était surtout compréhensible de la part de l'Argentine, qui était l'ennemi héréditaire de la Grande-Bretagne depuis que cette dernière avait pris le pouvoir dans les Falkland Islands en 1833. L'Argentine ne se borna donc pas à revendiquer les Falkland Islands, mais également l'ensemble des Falkland Islands Dependencies et pratiquement tout le territoire antarctique britannique.

La portion du continent antarctique réclamée par l'Argentine chevauchait pratiquement toute la partie britannique : il s'agit de tous les territoires en-dessous de 60° Sud, et entre 25° et 74° Ouest. Donc ici aussi un coin, dont le pôle Sud forme la pointe. L'Argentine considère ce territoire comme une partie intégrante de sa province *Tierra del Fuego, Antártida e Islas del Atlántico Sur*. La capitale de cette province est Ushuaia.

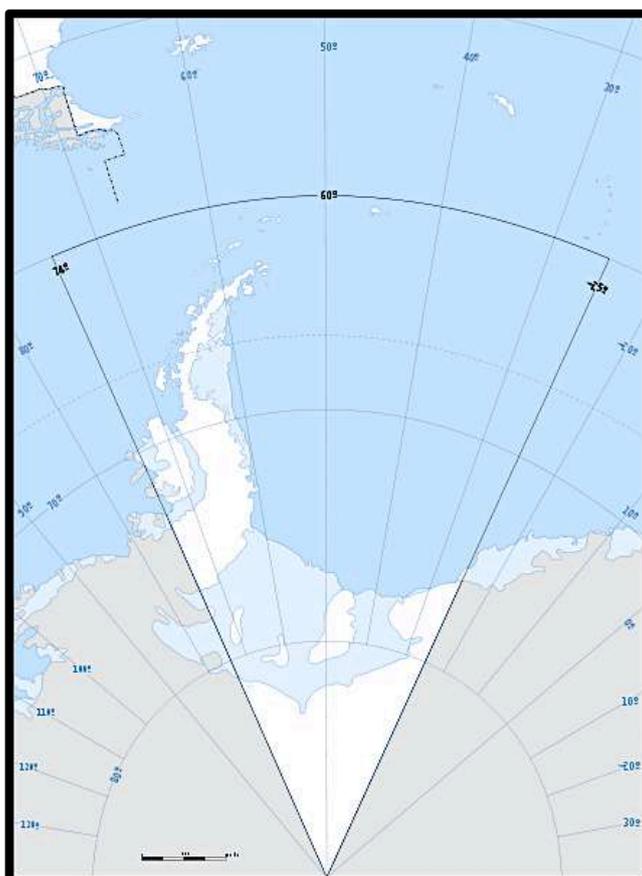
Pour souligner sa revendication, l'Argentine ne rata aucune occasion d'émettre des timbres représentant la carte géographique des territoires qu'elle réclame, régulièrement accompagnée du drapeau argentin.



1947, n°s 485/486



1951, n° 512



Le territoire antarctique argentin



1953, n° 538



1954, n° 539



1960, n° 625



1964, n°s 682/683 & P.A. n° 97



1966, n° 776



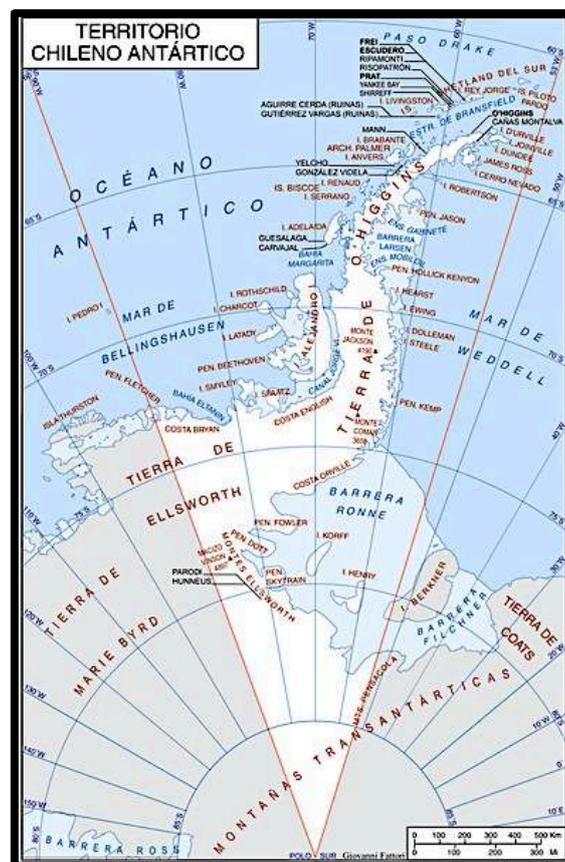
1968, n° 806

Mais il y a encore un troisième pays qui est intéressé par cette partie de l'Antarctique : le Chili.

Le Chili était depuis longtemps en conflit avec l'Argentine pour des questions frontalières au sud de la Terre de Feu, à l'extrême pointe méridionale du continent sudaméricain. La question du canal de Beagle faillit déclencher une guerre entre les deux pays en 1978. Cette guerre ne fut évitée de justesse que grâce à une intense activité diplomatique de la part du Vatican.

Le conflit s'étendit naturellement jusqu'à la région antarctique : depuis 1940, le Chili réclame la partie entre 53° et 90° Ouest. Et de nouveau, c'est un coin dont le pôle Sud forme la pointe. Cette région comporte entre autres le Graham Land (appelé par les Chiliens Tierra de O'Higgins), les South Shetlands et les îles Alexander et Charcot. Pour le Chili, cet ensemble fait partie de la "Región de Magallanes y de la Antártica Chilena".

Et, comme ses deux concurrents, le Chili présente lui aussi régulièrement ses revendications sur des timbres :



Le territoire antarctique chilien



1947, n°s 215/216



1958, n°s 275 & LP184

Toutes ces infinies revendications territoriales sur le continent antarctique, où d'autres nations étaient également impliquées (la France, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, etc.) firent comprendre à la communauté internationale qu'une solution globale était nécessaire, pour sauvegarder le continent et éviter l'escalade qui pourrait aller jusqu'au conflit armé.

Dans les années 1950, en pleine guerre froide, de longues et difficiles négociations eurent lieu, qui aboutirent finalement à la signature du traité sur l'Antarctique, qui réglait les relations internationales concernant l'ensemble de la région en-dessous de 60° Sud. Ce traité préconisait l'entière liberté de recherche scientifique dans la région, et y interdisait toute activité militaire.

La rédaction finale du traité eut lieu le 1<sup>er</sup> décembre 1959, et il fut ratifié le 23 juin 1961. Les douze premières nations à apposer leur signature étaient l'Argentine, la Belgique, le Chili, la France, le Japon, la Nouvelle-Zélande, l'Autriche, la Norvège, l'Union soviétique, le Royaume-Uni, les États-Unis et l'Afrique du Sud.

En 1998, le protocole de Madrid, relatif à la protection de l'environnement en Antarctique, fut adjoint au traité. Ce protocole interdit l'exploitation de minerais locaux jusqu'en 2048.

Le traité a donc placé les revendications territoriales de ces trois pays sous l'éteignoir. Cela ne signifie absolument pas que ces pays renoncent à leurs aspirations, mais tous ont promis de renoncer à toute intervention politique et à toute agression armée pour appuyer leurs revendications.

*Séries de 1981, pour commémorer le 20<sup>e</sup> anniversaire du traité sur l'Antarctique*



*British Antarctic Territory, n<sup>os</sup> 101/104*



*Argentine, n<sup>os</sup> 1246/1248*



*Chile, n<sup>o</sup> 566*

## **Table des matières**

Introduction

I. La période coloniale (1516-1810)

II. La guerre d'indépendance (1810-1818)

III. Entre dictature et anarchie (1818-1868)

IV. Le difficile chemin vers la démocratie (1868-...)

Annexe 1 : Falkland Islands ou Islas Malvinas ?

Annexe 2 : le Territoire antarctique argentin

## **Bibliographie**

- David Rock, *Argentina 1516-1987*, University of California Press, Berkeley, 1987.

- Jean Touchard, *La République argentine*, éd. "Que sais-je", Presses universitaires de France, 1949.

- José Luis Romero, *Breve Historia de la Argentina*, éd. Tierra Firme, 2004.

- Gillette Saurat, *Bolívar le Libertador*, éd. Jean-Claude Lattès, 1979

- Guy Coutant, *Histoire et Philatélie du Brésil.*  
*Histoire et Philatélie de l'Uruguay.*  
*Histoire et Philatélie de la Colombie.*  
*Histoire et Philatélie du Chili.*  
*Histoire et philatélie de l'Espagne*  
*Les cartes géographiques sur timbres comme moyens de propagande.*

- Et bien sûr, les inépuisables ressources d'internet, en premier lieu *Wikipedia*.